

***Prolétaires
de tous les pays,
unissez-vous!***

LA LUTTE DE CLASSES



**Revue théorique mensuelle
de la Ligue Communiste**

*section française de l'opposition
communiste de gauche internationale*

NUMÉRO 43

OCTOBRE 1932

PRIX : 2 FRANCS

AU SOMMAIRE

■ ■

TROTSKY : Sur la question du
Labour Party aux U. S. A.

TROTSKY : Sur l'Armée Rouge
en Chine.

Lettres d'U. R. S. S.

**UNE INTERVIEW DE STA-
LINE.**

Chroniques de l'Opposition .

LE TESTAMENT DE LÉNINE

Par stabilité du Comité central, dont j'ai parlé plus haut (1), j'entends des mesures contre la scission, dans la mesure où, en général de telles mesures peuvent être prises. Car, évidemment, le réactionnaire (S. F. Oldenbourg, semble-t-il) avait raison qui, dans la « Rousskaïa Mysl », premièrement tablait sur la scission de notre parti dans son jeu contre la Russie soviétique, et quand, deuxièmement, il tablait pour réaliser cette scission sur les plus sérieux désaccords dans le parti.

Notre parti s'appuie sur deux classes et c'est pourquoi son instabilité est possible, et inévitable sa désagrégation, si, entre ces deux classes, un accord ne peut s'établir. Dans ce cas, il serait même inutile de prendre telles ou telles mesures, voire de délibérer sur la stabilité de notre Comité central. Nulle mesure, dans un tel cas, ne se montrerait propre à prévenir la scission. Mais j'espère que c'est là un avenir trop lointain et un événement trop improbable pour en parler ici.

Ce que j'ai en vue, c'est la stabilité du Comité Central comme garantie contre la scission dans le proche avenir et j'ai l'intention d'examiner ici une série de considérations de caractère purement personnel.

Je crois que l'essentiel dans la question de la stabilité vue sous cet angle, sont des membres du Comité central tels que *Staline* et *Trotsky*. Les rapports entre eux constituent, à mon avis, une grande moitié des dangers de cette scission qui pourrait être évitée. Pour l'éviter, on peut tout d'abord procéder, entre autres moyens, à l'augmentation du nombre des membres du Comité central jusqu'à 50 et 100 personnes.

Le camarade *Staline*, en devenant secrétaire général, a concentré dans ses mains un pouvoir immense et je ne suis pas convaincu qu'il puisse toujours en user avec suffisamment de prudence. D'autre part, le camarade *Trotsky*, comme l'a déjà démontré sa lutte contre le Comité central à propos de la question du Commissariat du peuple aux voies de communication, ne se distingue pas seulement par les capacités les plus éminentes. Personnellement, il est, certes, l'homme le plus capable du Comité central actuel, mais il est excessivement porté à l'assurance et entraîné outre mesure par le côté purement administratif des choses.

Ces traits caractéristiques des deux chefs les plus marquants du Comité central actuel peuvent involontairement conduire à la scission; si notre

parti ne prend pas les mesures pour la prévenir, cette scission peut se produire inopinément.

Je ne vais pas ensuite caractériser les autres membres du Comité central d'après leurs qualités personnelles. Je rappellerai seulement que l'épisode d'Octobre de *Zinoviev* et de *Kamenev* n'a évidemment pas été occasionnel, mais qu'il ne peut guère plus leur être personnellement reproché que le non-bolchévisme au camarade *Trotsky*.

Quant aux jeunes membres du Comité central, je veux dire quelques mots de *Boukharine* et de *Piatkov*. Ils sont, à mon avis, les plus marquantes parmi les forces jeunes, et il faut, à leur égard, avoir en vue ce qui suit :

Boukharine n'est pas seulement le plus précieux et le plus fort théoricien du parti, et aussi légitimement considéré comme le préféré de tout le parti, mais ses conceptions théoriques ne peuvent être considérées comme vraiment marxistes qu'avec le plus grand doute, car il y a en lui quelque chose de scolastique (il n'a jamais appris et je crois qu'il n'a jamais compris vraiment la dialectique).

Piatkov est incontestablement un homme de volonté et de capacité les plus éminentes; mais il incline trop à l'administration et au côté administratif des choses pour qu'on puisse s'en remettre à lui dans une question politique sérieuse.

Evidemment, l'une et l'autre remarque sont faites par moi seulement pour le moment présent, et à supposer que ces deux travailleurs éminents et dévoués ne trouvent l'occasion de compléter leur connaissances et de modifier ce qu'ils ont en eux d'unilatéral.

(25 décembre 1922).

Staline est trop brutal et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer *Staline* de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue du camarade *Staline* par une supériorité, c'est-à-dire qui soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc... Cette circonstance peut paraître une bagatelle insignifiante, mais je pense que pour se préserver de la scission et du point de vue de ce que j'ai écrit plus haut des rapports mutuels entre *Staline* et *Trotsky*, ce n'est pas une bagatelle, à moins que ce soit une bagatelle pouvant acquérir une importance capitale.

(4 janvier 1923).

(1) Allusion à une partie des notes précédentes concernant l'organisation économique. — N.d.I.R.

La Lutte de Classes

Revue théorique mensuelle de la Ligue Communiste (Opposition)

Numéro 43

SOMMAIRE :

Octobre 1932

Perspective de l'Amérique (B.-J. Field). — Sur la question du Labour Party aux U. S. A. (L. Trotsky). — Lettre d'U. R. S. S. — Sur l'Armée Rouge en Chine. Lettre aux camarades chinois (L. Trotsky). — Perspectives et tâches du mouvement communiste en Italie (*Opposition de gauche du P. C. Italien*). — La situation de l'Opposition en Autriche. — Le « socialisme

dans un seul pays » : Une interview de Staline. — Les Stalinistes et la planète Sans visa. — Discussion : Le centrisme s'engage à droite (Atlan). — Thèses du deuxième Congrès de l'I. C. : Sur la question nationale; Sur la question agraire; Sur l'action parlementaire. — Les Revues.

Perspectives pour l'Amérique

Nous publions ici deux études concernant la situation aux Etats-Unis. L'une fait un large examen du développement économique et politique du capitalisme yankee. Aujourd'hui, à la veille des élections présidentielles aux Etats-Unis, elle aidera beaucoup à la compréhension des processus qui s'y déroulent. La seconde est une brève caractérisation, rédigée il y a quelques semaines par le camarade Trotsky, du problème du Parti Ouvrier (Labor Party) dans les conditions américaines présentes. Nous avons aussi traduit une série d'articles sur la grande grève des mineurs de l'Illinois, d'après The Militant, qui apportait une illustration précise des conditions actuelles de la lutte de classe aux Etats-Unis. Elle n'a pu trouver place dans ce numéro. Nous la publions dans le suivant.

LE PROBLEME AMERICAIN : LE RETARD DU DEVELOPPEMENT POLITIQUE SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

L'Amérique se trouve en tête du monde à deux égards principaux — par son avance économique et par son retard politique. Leur inégalité est le trait saillant de la scène américaine. Mais ce n'est pas un trait accidentel; les circonstances particulières elles-mêmes de l'avance économique américaine rendent compte du manque remarquable de maturité politique.

Mais ces circonstances sont en train de changer; l'Amérique sortira de la crise comme une nation autre que celle qui y était entrée, à l'intérieur et dans ses relations avec le reste du monde, comme elle sortit de la guerre mondiale autre qu'elle y entra. Il va de soi que ces changements affecteront la direction et le flux de sa vie politique; mais, pour élaborer plus concrètement les phases probables du développement futur, nous devons considérer les facteurs dynamiques qui sont le résultat de la situation actuelle et la tendance présente de ces facteurs dans toute leur complexité vi-

Camarades, venez nombreux assister
à la Commémoration de

L'Anniversaire de la Révolution d'Octobre

Mars et Octobre — 15 ans de dictature prolétarienne
La situation de l'U.R.S.S. et les tâches de l'Opposition de gauche

ORATEURS

RIMBERT

NAVILLE

GERARD

Dimanche 6 novembre, à 14^h30

SALLE DES JEUNESSES REPUBLICAINES
Rue Dupetit-Thouars (10^e)

vante, à l'échelle nationale et internationale.

Nous apportons quelques témoignages concluant que les facteurs objectifs pour combler cette lacune sont plus favorables qu'ils ne le furent jamais autrefois. Après quelques commentaires sur ce qu'on entend par « haut développement économique » et par « retard politique », nous analysons deux raisons principales de cette inégalité : l'absence d'un prolétariat permanent et la domination des mouvements réformistes en Amérique par la classe moyenne agraire dont les revendications furent si limitées qu'elles ne pouvaient attirer l'appui des autres masses. La base économique de l'hégémonie des agrariens dans les mouvements politiques « progressifs » est en train d'être éliminée par la crise permanente de l'agriculture américaine. Cela s'étend à d'autres industries américaines et met fin aux conditions qui faisaient des hauts salaires une entrée facile possible dans la bourgeoisie.

Nous discutons les forces qui poussent l'Amérique dans une période d'expansion impérialiste active, grandissante, accompagnée de dislocations et de chocs économiques et sociaux énormes; tout en reconnaissant les avantages de l'Amérique sur l'Europe dans la compétition impérialiste, nous attirons l'attention sur un certain nombre de facteurs négatifs dans la structure et le développement de l'Amérique qui rendront son expansion impérialiste pleine de contradictions, d'obstacles et de bouleversements, plus même que ce ne fut le cas pour les nations impérialistes plus vieilles. En concluant que les fondements économiques d'une relative paix entre les classes et du retard politique disparaissent rapidement, nous examinons quelques-unes des voies probables par lesquelles l'intervalle entre le développement économique et politique peut être comblé, et particulièrement les perspectives du réformisme et du fascisme en rapport avec l'organisation révolutionnaire des masses.

I. — QUELQUES RESERVES CONCERNANT LE « HAUT DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE »

Le haut niveau du développement économique en Amérique n'est pas en soi une chose homogène. Derrière les gratte-ciel de New-York, à une distance suffisante, on peut voir les cabanes du Tennessee. Les industries de l'acier, du cuivre, du pétrole, des produits chimiques, etc., ont atteint un haut degré de maturité caractérisé par la concentration du capital financier. Cependant, même dans le domaine industriel, il y a des extrêmes tels que la forme patriarcale archaïque de l'organisation commerciale de Ford (un seul propriétaire, pas d'affiliation à de grandes banques) et, d'autre part, l'excès de petites compagnies dans l'industrie du charbon.

L'anachronisme le plus gigantesque de tous est probablement le système bancaire, avec ses 21.000 banques, en deux catégories: en bas la

masse des banques des petites campagnes et des banlieues des villes, et en haut les grandes banques métropolitaines d'une importance internationale. Comparé aux édifices bancaires centralisés du Canada voisin, de l'Angleterre ou du continent, cet élément de retard fixé dans une structure économique qui, d'autre part et dans sa totalité, est en tête du monde capitaliste, montre combien les réalités de la vie peuvent être différentes de l'idée formelle générale de « haut développement économique ».

Naturellement, le choc de la crise supprime fortement quelques-uns de ces détails pittoresques; l'élimination des plus petites compagnies houillères par la crise, qui a régné sans interruption depuis 1926 dans cette industrie, et les nombreuses liquidations et fusions de petites banques pendant la crise actuelle montrent que la « flèche du temps » indique en réalité une direction. Même des développements rétrogrades tels que la transformation pendant la crise de travailleurs industriels en jardiniers, et le conseil qui a été considéré pendant des années comme le sommet de la sagesse aux Etats-Unis, que les producteurs de blé et de coton devraient diversifier leur production, c'est-à-dire produire plus pour leur propre consommation et moins pour le marché mondial, nuancent seulement, mais ne troublent pas le tableau général.

II. — LES ORIGINES POLITIQUES AMERICAINES

Le contenu réel de la phrase « retard politique » n'est pas moins varié. Sur les fondations puritaines de granit du Plymouth Rock au dix-septième siècle, les deux grandes phases de l'idéologie bourgeoise du dix-huitième siècle se livrèrent bataille. La tradition prématurément rationaliste, décentralisante, anti-autoritaire de Rousseau et de Voltaire fut représentée en Amérique par Jefferson et la Démocratie historique. Mais, comme beaucoup d'autres choses, la philosophie des Encyclopédistes perdit une bonne quantité de mordant et de sel en traversant l'Atlantique. Tandis que le rationalisme européen, après avoir critiqué l'Eglise pendant le dix-septième siècle, passa à la critique de la Bible et de la religion révélée pendant le dix-huitième siècle, son développement en Amérique resta mi-achevé — pour la Bible, contre l'Eglise. Ces racines que l'encyclopédisme français avait poussées dans le sol américain pendant la période tendue des deux guerres contre l'Angleterre se desséchèrent précocement, sauf pour certains cercles intellectuels. Même là, il fut supplanté, avant la guerre civile, par le transcendantalisme d'Emerson qui, par la porte de derrière, ramenait Dieu au nom du devoir du citoyen envers l'Etat, après lui avoir montré la porte de devant au nom de la liberté rationnelle de l'individu.

La phase ultérieure plus développée de l'idéologie bourgeoise-nationaliste, autoritaire, centraliste, portée en France à son plus haut point par Napoléon, est représentée aujourd'hui en Amérique par M. Hoover et le parti républicain comme les héritiers spirituels d'Alexandre Hamilton. Ce fut généralement la tradition politique dominante depuis que l'issue de la guerre décida de l'avenir de l'Amérique comme état industriel. Elle fut justifiée — ou du moins a obtenu du crédit — par les « résultats » sous la forme de l'expansion économique américaine; et chaque Américain, depuis Emerson et Williams James jusqu'au plus humble orateur du Rotary Club, vous dira que ce sont les résultats et non les théories qui importent. Par conséquent, son autorité fut récusée dans les périodes de dépression économique (1876, 1884, la victoire des démocrates de 1912 a pour base la division dans le parti républicain) ou quand les démocrates furent plus fidèles à la politique républicaine que les républicains eux-mêmes (Cleveland et les « démocrates d'or » de 1892). Pour compenser cela, les républicains ont triomphé à certains moments au moyen d'emprunts temporaires des plus démagogiques aux politiciens démocrates (Roosevelt et la politique de « briser les trusts » de 1904-1908). Il est clair que le politicien américain a été guidé par la loyauté à la doctrine que « les résultats sont ce qui compte » plutôt que par l'adhésion doctrinaire à un programme. L'exemple classique fut fourni à un stade précoce par Jefferson, dont la plate-forme demandait que les pouvoirs du gouvernement fédéral soient restreints à ce qui lui était expressément accordé par une stricte interprétation de la Constitution. En 1803, il consumma l'acquisition du territoire de la Louisiane, par une interprétation largement généreuse de ces pouvoirs, dans l'intérêt des agrariens démocrates.

Les deux idéologies principales et Plymouth Rock ont résisté pendant soixante-dix ans aux attaques du Greenbackisme, du Populisme, du mouvement Granger, du bimétallisme, du mouvement Bull Moose, de la Non-Partisan League, et du républicanisme progressiste du type La Follette-Norris-Borah; et aussi aux vagues précoces de la Première Internationale de Marx qui atteignirent New-York en 1874 et des mouvements révolutionnaires multicolores qui clamèrent leur fidélité à Marx. Ni un parti petit-bourgeois de masse, ni un parti prolétarien de masse n'ont été édifiés jusqu'à présent aux Etats-Unis. Le mouvement ouvrier organisé y embrasse environ un huitième des travailleurs du pays et s'est déclaré lui-même, à maintes reprises, contre la participation organique du Travail dans la politique.

Avec toutes ces réserves et modifications de détail, nous revenons à la caractérisation large de la société américaine comme économiquement la plus développée, politiquement la moins.

III. RAISONS DE L'INEGALITE DU DEVELOPPEMENT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

I. — ABSENCE DE PROLETARIAT PERMANENT

En recherchant l'explication de ce retard politique, nous commençons par le fait qu'il n'y a pas eu un prolétariat permanent aux Etats-Unis. Le haut niveau des salaires et la mobilité des relations de classes, permettant à certaines parties du prolétariat de se déplacer avec une facilité relative dans les classes moyennes et supérieures, ont encouragé le travailleur à envisager une solution individuelle de ses problèmes, de préférence à une solution collective. Les diverses expressions subjectives de ce fait — manque de conscience de classe, culte du succès, individualisme et empirisme — sont les expressions d'une situation économique caractérisée par de hauts salaires et la rapide croissance d'une classe moyenne recrutée dans le prolétariat.

Examiner en détail la question de savoir combien le haut niveau des salaires et la rapide croissance d'une classe moyenne recrutée dans le prolétariat.

Examiner en détail la question de savoir combien le haut niveau des salaires n'est pas fondamentalement le reflet d'une plus grande richesse des Etats-Unis en ressources naturelles, autrement dit une question de géologie avant tout, mériterait d'être fait. Une comparaison de l'étendue, de l'épaisseur et de la proximité de la surface des gisements américains de charbon et de fer, avec les grandeurs comparables de principaux pays mes grandeurs de ceux des principaux pays produisant le charbon et le fer, par exemple, mène à la conclusion qu'une heure de travail dépensée aux gisements minéraux qui se trouvent aux Etats-Unis produit une quantité de ces marchandises supérieure à celle produite dans le même temps dans les mines de fer et de charbon en Angleterre, en France ou en Allemagne.

Une illustration frappante fut fournie par le terrain pétrolifère de l'est du Texas, découvert en septembre 1930. A la fin de 1931, il produisait un million de barils chaque jour, plus que tous les autres pays réunis dans le monde en dehors des Etats-Unis. Bien sûr ce fut le haut degré de développement pré-existant de l'industrie pétrolifère, ses provisions utilisables d'équipement pour forage, ses pipe-lines, et l'habileté de la main-d'œuvre qui rendirent possible la mise en valeur de ce terrain en si peu de temps. Mais ces facteurs déterminèrent seulement la vitesse de la production, non la quantité de pétrole produite. Le fait qui permit à cette petite surface de 500 kilomètres carrés de produire plus de pétrole par jour qu'aucun des trois pays réunis hors des Etats-Unis, fut la série d'événements constituant l'histoire géologique qui aboutit à l'existence de sables pétrolifères extrêmement riches à

une profondeur de moins de 4.000 pieds (1.300 mètres) de la surface.

Cette haute concentration de richesses naturelles s'applique aussi à l'or de Californie, à l'argent du Nevada et du Colorado, au cuivre du Michigan, de l'Utah et de l'Arizona, et dans le domaine de l'agriculture, au Middle-West pour le blé et aux pâturages du Texas.

a) Rente différentielle à l'échelle nationale

Du point de vue de la théorie de l'économie, cela équivaut à dire que l'Amérique produit en comparaison avec les autres grandes nations productrices, une rente différentielle, basée sur la plus grande abondance et la plus grande disponibilité de ses ressources naturelles. C'est pourquoi la productivité du travail en Amérique est aussi plus grande, et a eu pour résultat un taux supérieur de la production moyenne de plus-value par l'exploitation de la main-d'œuvre américaine. Cette plus-value plus élevée a rendu possible d'une part, le paiement à certaines parties du prolétariat de salaires plus hauts dans la période de développement rapide des ressources naturelles, et a aussi créé la base économique pour la croissance rapide de la petite-bourgeoisie en Amérique. Ces faits, à leur tour, ont offert au prolétaire individuel l'opportunité d'échapper à sa classe en même temps qu'aux problèmes de celles-ci.

L'existence de larges ressources naturelles non exploitées ainsi que le taux élevé des salaires ont, en même temps, beaucoup stimulé en comparaison avec les autres pays, l'utilisation aux Etats-Unis d'un outillage diminuant la main-d'œuvre, la réduction du coût de production résultant de son emploi étant plus grande en Amérique qu'ailleurs. En d'autres termes, nous considérons la haute productivité du travail comme la cause des hauts salaires qui, à leur tour, mènent à une plus grande utilisation du capital constant par salarié, en opposition à la conception que ce sont les grands investissements de capitaux dans la production américaine qui auraient rendu possible une productivité plus élevée par ouvrier et, à son tour, des salaires plus hauts. Cette conception-ci, souvent exprimée par des « experts » étrangers à l'économie américaine, mènerait à la conclusion que le bien-être économique du travailleur serait favorisé par des investissements toujours plus grands de capitaux dans l'industrie, et que salaires et investissements de capitaux pourraient tous deux augmenter sans limite.

b) Effets de la rapide accumulation du capital

Actuellement, c'est le contraire qui se produit. L'accumulation de capital aux Etats-Unis a été rendue possible et nécessaire par l'existence de ces énormes ressources naturelles ; mais, par suite des contradictions inhérentes au capitalisme, ce procès a eu pour résultat

l'emploi de moins de main-d'œuvre et le paiement d'un total de salaires moindre en proportion de la production, au fur et à mesure que le système a vieilli. Plus l'état du développement de l'appareil de production est élevé, moins il est capable de satisfaire aux besoins humains, car c'est une loi fondamentale du capitalisme que personne n'est employé si son travail ne produit un profit, et aucun profit ne peut être réalisé tant qu'il n'est pas converti en capital. L'existence d'une large masse de capital déjà produit, très en excès sur ce qui peut être utilisé dans le procès de production même en temps normal, bloque cette circulation de capital vers le profit et, à son tour, vers l'accroissement de capital.

Toutefois, dans le passé, ce problème n'atteignait jamais l'acuité de la situation présente. Une grande partie du niveau élevé de l'activité économique des Etats-Unis, ainsi que les hauts salaires et la croissance des classes moyennes qui l'accompagnaient, fut précisément basée sur le fait que l'accumulation de capital se produisait à un taux sans précédent, sous l'influence du développement énorme des ressources naturelles pendant les soixante-dix dernières années.

Dans ces conditions de haute productivité du travail et de rapide accumulation du capital, un prolétariat permanent n'exista pas aux Etats-Unis. Le travailleur de l'aiguille dont le fils devient un docteur, le prolétaire agricole qui économisa assez d'argent pour acheter une ferme, la vendre à un prix plus élevé et se retirer en Californie, tels sont des types américains qui ont continué à notre époque la tradition d'Horatio Alger. Leur apathie fondamentale pour de grands mouvements collectifs sociaux et politiques peut être aisément comprise.

IV. — LES SOLUTIONS PETITES-BOURGEOISES ONT DEDAIGNE LES INTERETS DE LA CLASSE OUVRIERE

Cette apathie organique, quoique constituant le trait distinctif de la politique de la classe ouvrière en Amérique, n'a nullement été absolue ou universelle. De grandes batailles ont été livrées, comme la lutte pour la journée de huit heures, et des organisations syndicales importantes, mais limitées, ont été édifiées, bien que le réformisme politique n'ait jamais poussé de profondes racines dans le mouvement américain.

La plupart des luttes du prolétariat américain ont eu un caractère local et souvent spontané, et ont été réprimées par la force des intérêts acquis avec l'aide des autorités locales et les forces armées particulières. La chaîne des mouvements américains de révolte prolétarienne s'étend depuis les émeutes de John Henry à Homestead, le mouvement de l'Union des cheminots américains, la grève du pétrole et du fer du Colorado, et les récentes attaques contre les ouvriers aux établissements Ford à

Highland Park et à l'éviction de Washington de l'armée du bonus. Le manque de cohésion et d'une organisation nationale a été la faiblesse fatale de tous ces mouvements.

a) *Limitations des organisations
des travailleurs américains*

Les grandes unions ouvrières qui, dans leur opposition à l'organisation politique, ressemblent aux trade-unions britanniques d'avant-guerre ne sont pas seulement handicapées par leur organisation corporative, mais plus encore par la limitation même de leur envergure. A l'exception importante des chemins de fer, les unions ouvrières américaines sont plus fortes dans les industries arriérées où la technique est relativement peu développée, où l'habileté est au premier plan et où de grands agrégats de capitaux n'existent pas à l'échelle américaine. Les industries caractéristiques où les syndicats américains sont forts, sont : le bâtiment, l'imprimerie, la couture; leur point faible se trouve dans les industries monopolisatrices comme l'acier, l'automobile, les mines de cuivre, etc...

En d'autres termes, l'organisation syndicale en Amérique a suivi la ligne de moindre résistance et a organisé en premier « l'aristocratie ouvrière », tout en manquant remarquablement à l'organisation des travailleurs semi et non qualifiés, particulièrement dans les industries de base où le capital concentré a combattu âprement l'organisation.

Le mouvement prolétarien en Amérique ne s'est donc pas développé à un point où il eût été capable d'entraîner la classe moyenne dans son orbite, mais, au contraire, il a été idéologiquement un prisonnier des classes moyennes.

b) *Le réformisme américain
des classes moyennes basé sur le paysan
non sur le travailleur*

D'autre part, le paysan moyen a été l'épine dorsale de tous les importants mouvements réformistes dans l'histoire américaine depuis la guerre civile. Jusqu'à une époque relativement récente, la population agricole constituait plus de la moitié de la population aux Etats-Unis. En plus de sa force numérique, elle développa de bonne heure une nette conscience de ses intérêts de classe et la volonté de les soutenir contre l'Est capitaliste. Son rôle, en gagnant la guerre civile pour le Nord, fut décisif et son appui au parti républicain qui vota la loi Homestead en 1862, en faveur des intérêts agrariens, a été la base des manœuvres par lesquelles le mécontentement agrarien a été si largement limité aux cadres d'une fraction de ce parti.

De plus, jusqu'à la période d'après-guerre, sa base économique resta fondamentalement inébranlée. Les crises agraires d'avant 1921 furent

temporaires et l'existence, pendant la plupart des soixante-dix dernières années, de large surfaces de « terre libre » d'un rapport relativement élevé fortifia ses positions stratégiques dans les luttes contre le capital industriel et plus particulièrement contre le capital financier.

Car, c'est une des particularités du mouvement agraire aux Etats-Unis que ses revendications se sont si largement concentrées sur le crédit et la finance. La ligne est ininterrompue depuis les Greenbackers en passant par Bryan et les bi-métallistes jusqu'à l'agitation inflationniste présente du Middle-West, dont le type est Brookhart. Autrement dit, il envisage les problèmes sociaux du point de vue de la distribution, à la manière de Proudon, plutôt que de celui de la production, comme Marx.

Au paysan américain, la crise agraire s'est toujours présentée, en premier lieu, comme une crise financière, à cause du trait provenant des particularités historiques de l'Amérique — son endettement énorme provenant des achats spéculatifs de terre. En rendement par mètre carré, comparé aux pays tels que l'Allemagne ou le Danemark, l'agriculture américaine se trouve près de la fin de la liste. Les grands profits que le paysan américain réalisa autrefois ont été dus à l'accroissement en valeur de ses terres. Un type nettement américain est le paysan qui vend sa terre après quelques bonnes récoltes et se retire en Californie, au lieu de la conserver comme un paysan européen et de rembourser ses emprunts. Le paysan américain typique est, à une large échelle, un spéculateur et, par suite, un emprunteur. C'est l'immigrant venant d'Italie, de Hongrie, de Scandinavie, etc., qui, affamé de terre, reste attaché au sol, idéologiquement comme en fait, plutôt que l'Américain d'origine.

Quand une crise se produit, avec la chute brutale des prix qui l'accompagne, ce n'est pas seulement pour lui une question de vivre sur un revenu réduit; c'est une question de l'impossibilité de remplir ses engagements établis en dollars, en intérêts sur ses hypothèques et ses impôts, et par conséquent de sa possibilité de rester sur sa terre. Dans une crise relativement douce, s'il manque au paiement de ses intérêts pendant une certaine période, sa terre sera vendue et il aura à trouver du travail, soit comme laboureur ou fermier, soit en se rendant en ville. Dans la crise actuelle, comme il y a eu un accroissement énorme de saisies (par exemple récemment, un quart de tout le territoire fermier de l'état de Mississippi a été vendu aux enchères en un jour), nombre de paysans, quoique dans l'incapacité de payer les intérêts, ont été autorisés à rester dans leurs fermes, parce que les banques ne trouvent personne pour acheter la terre, même à de très bas prix. Cela n'est pas un allègement de la position des paysans, laquelle resté la moins certaine possible, tant qu'un jour pourra se trouver un acheteur et que l'emprunteur en défaut pourra être expulsé. (A suivre.)

B. J. FIELD.

Sur la question du Labor Party en Amérique

Je relis les thèses de la seconde conférence de la Ligue américaine concernant la question du Labor Party. Je trouve cela excellent à tous points de vue et le signe des deux mains. Je pense nécessaire d'insister sur mon plein accord avec ces thèses d'autant plus que l'interview que j'ai donnée au *New York Times* en mars 1932, souleva un malentendu et une mauvaise interprétation, particulièrement de la part du groupe Lovestone.

1° Quelle était ma pensée sur le Labor Party dans cette déclaration ? J'affirmais que la politique américaine sera européanisée en ce sens que le développement inévitable et imminent d'un parti de la classe ouvrière transformera complètement l'aspect politique des Etats-Unis. C'est là un lieu commun pour un marxiste. La question qui se posait était celle d'un Labor Party non dans le sens spécifique anglais du mot, mais dans le sens général européen, sans désigner quelle forme prendrait un tel parti, ou par quelles phases il passerait. Il n'était pas le moins du monde nécessaire dans cette interview d'aborder les différences tactiques internes dans les rangs communistes. La traduction anglaise de cette interview dont le texte russe emploie les mots « *Rabótkaya partiá* » fut défectueuse en ce qu'elle permit de donner une interprétation concrète et spécifique de ce que qui n'eut dû être que général.

2° On peut dire que même le terme général « Parti de la classe ouvrière » n'exclut pas un « Labor Party » dans le sens anglais. Qu'importe ! Une telle éventualité n'a rien à faire avec une question tactique précise. Nous pouvons admettre pratiquement que la bureaucratie syndicale américaine sera forcée, dans certaines conditions historiques, d'imiter la bureaucratie syndicale anglaise et créera une sorte de parti basé sur les syndicats. Mais cette éventualité, qui m'apparaît très problématique, ne constitue pas un but pour lequel les communistes doivent se dépouiller, et sur lequel on doit concentrer l'attention de l'avant-garde prolétarienne.

3° Une longue période de confusion dans l'I. C. a fait oublier à beaucoup un principe très simple, mais absolument irrévocable, à savoir qu'un marxiste, un révolutionnaire prolétarien ne peut pas se présenter devant la classe ouvrière avec deux drapeaux. Il ne peut pas dire dans un meeting de travailleurs : J'ai un billet pour un parti de première classe et un billet à meilleur marché pour de moins bons partis. Si je suis communiste, je dois lutter pour le parti communiste.

4° On peut affirmer que, dans les conditions américaines, un Labor Party dans le sens an-

glais serait un pas en avant, et reconnaître cela et le constater nous ferait aider, même indirectement, à établir un tel parti. Mais c'est précisément la raison pour laquelle je n'assumerai jamais la responsabilité d'affirmer abstraitement et dogmatiquement que la création d'un Labor Party serait un pas en avant, même aux Etats-Unis; car je ne sais pas dans quelles circonstances, sous quelle influence et dans quels buts ce parti se créerait. Il me semble plus probable que, surtout en Amérique, qui ne possède pas d'importante tradition d'action politique indépendante de la classe ouvrière (comme le *Chartisme* en Angleterre, par exemple) et où la bureaucratie syndicale est plus réactionnaire et plus corrompue qu'elle ne l'était chez les dirigeants syndicaux dans l'Empire britannique, la création d'un « Labor Party » serait provoquée uniquement par une puissante pression révolutionnaire des masses ouvrières et par l'accroissement du communisme. Il est bien clair que dans ces conditions le Labor Party aurait le sens, non d'un pas en avant, mais d'un obstacle à la marche en avant de la classe ouvrière.

5° Nous ne pouvons prévoir sous quelle forme le parti de la classe ouvrière deviendra un vrai parti de masse aux Etats-Unis dans l'avenir immédiat; en effet, les partis socialistes et les Labor Party diffèrent beaucoup dans des pays différents, même en Europe. En Belgique, par exemple, on peut voir se présenter une espèce intermédiaire de parti. Certainement, les phases du développement du parti prolétarien en Amérique, auront leur originalité propre. Nous pouvons seulement affirmer ceci avec la plus grande assurance : surtout puisque les Etats-Unis ont eu déjà, dans la période de 1921 à 1924, une importante répétition par la création d'un « Labor » ou d'un « Farmers-Labor Party », une résurrection d'un mouvement analogue ne peut être une simple répétition de cette expérience, mais un mouvement beaucoup plus important et plus cristallisé, c'est-à-dire qui se trouve soit sous la direction du parti communiste révolutionnaire, soit sous la direction d'éléments réformistes contre le P. C. grandissant. Et si, même en 1921-1924, le parti communiste ne trouva pas de grandes possibilités pour une action indépendante à l'intérieur de l'organisation d'un « Labor Party » rudimentaire, il aurait des possibilités encore moindres dans la nouvelle phase d'un mouvement analogue.

6° On peut imaginer que la bureaucratie syndicale et ses conseillers socialistes et démocrates de gauche peuvent se montrer plus pers-

picaces et commencer à former un « Labor Party » avant que le mouvement révolutionnaire ne devienne trop menaçant. Eu égard à l'empirisme tâtonnant et à l'étroitesse provinciale de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrières américaines, une telle perspicacité semble bien improbable. L'absence de pareille tentatives dans le passé nous montre que la bureaucratie, si acharnée pour ses buts immédiats, est complètement incapable d'action politique systématique à grande échelle, même dans l'intérêt du capitalisme. Il faut que la bureaucratie reçoive un coup sur la tête pour prendre pareille initiative. En tous cas, si la création d'un « Labor Party » devait faire obstacle, dans une certaine période, au large succès du communisme, notre devoir élémentaire serait de proclamer, non le progrès du « Labor Party », mais son insuffisance, son ambiguïté et son rôle historique d'obstacle à la révolution prolétarienne.

7° Devons-nous adhérer à ce « Labor Party » ou rester en dehors ? Ce n'est plus une question de principes, mais de circonstances et de possibilités. La question a été soulevée lors de l'expérience des communistes anglais et du « Labor Party », et cette expérience a beaucoup plus servi au Labor Party qu'aux communistes. Il est évident que la possibilité de participer à un mouvement de Labor Party ou de l'utiliser serait beaucoup plus grande dans la période de son début que lorsque ce n'est plus un parti, mais un mouvement politique amorphe de masse. Que nous devions y participer à ce moment, et avec la plus grande énergie, est hors de question. Nous ne devons pas aider à former un « Labor Party » qui nous exclura et nous combattrait, mais nous devons pousser les éléments avancés de ce mouvement de plus en plus à gauche par notre activité et notre propagande. Je sais que cela semble trop simple à la nouvelle grande école qui cherche dans chaque voie une méthode pour sauter par-dessus sa faible tête.

8° Considérer un « Labor Party » comme une suite constituée de fronts uniques signifie un désaccord avec les idées et du front unique, et du parti. Le front unique est déterminé par des circonstances concrètes et pour des buts concrets. Le parti est permanent. Dans un front unique nous nous réservons une main libre pour rompre avec nos alliés temporaires.

Dans un parti commun avec ces alliés nous sommes liés par la discipline et par le fait du parti lui-même. Les expériences du Kuomintang et du Comité anglo-russe doivent être comprises à fond. La ligne stratégique imposée par le manque d'esprit d'indépendance du parti communiste et par le désir d'entrer dans le « grand parti » (Kuomintang, Labor Party) produisirent inévitablement toutes les conséquences d'adaptation opportuniste à la volonté des alliés, et à travers ceux-ci, à celle des ennemis. Il nous faut éduquer nos cadres dans la foi en l'invincibilité de l'idée communiste et de l'avenir du P. C. La lutte parallèle pour un autre parti amène inévitablement une dualité dans leur esprit et les mène sur la voie de l'opportunisme.

9° La politique du *front unique* n'a pas que de grands avantages. Elle comporte aussi des limites et des dangers. Le front unique, même sous la forme de blocs temporaires pousse souvent à des déviations opportunistes fréquemment fatales comme pour Brandler en 1923, par exemple. Ce danger devient absolument écrasant dans une situation où le P. C. ainsi appelé devient une partie d'un « Labor Party » créé avec l'aide de la propagande et de l'action du P. C. lui-même.

10° Il est vrai que le Labor Party pourrait devenir une arène de notre lutte victorieuse et que le Labor Party, créé comme une barrière contre le communisme, pourrait, dans certaines circonstances, fortifier le P. C., mais à la seule condition que nous considérions le « Labor Party », non comme notre parti, mais comme une arène dans laquelle nous menons notre activité en tant que P. C. indépendant.

11° Il faut prendre les résolutions concernant le Labor Party non comme on le fit avant les expériences de l'I. C., et du P. C. anglais dans cet ordre d'idées, mais à la lumière de ces expériences. La tentative de les appliquer mécaniquement maintenant, en 1932, aux conditions américaines est caractéristique de la mentalité des épigones et n'a rien à voir avec le marxisme et le léninisme.

12° Il n'est pas nécessaire de dire que l'idée d'un « Farmer-Labor Party » est une dérision perfide du marxisme.

L. TROTSKY.

Le guerre des paysans en Chine et le prolétariat

LETTRE AUX BOLCHÉVIKS-LÉNINISTES CHINOIS

La lettre suivante est la réponse adressée par le camarade Trotsky à la lettre de l'Opposition de gauche de Chine, que nous avons publiée dans notre précédent numéro.

Chers Camarades,

Après une longue interruption, nous avons enfin reçu votre lettre du 15 juin. Il est superflu de vous dire combien nous nous félicitons de la ranimation et de la résurrection de l'opposition de gauche chinoise, après la désorganisation apportée dans ses rangs par les persécutions policières.

Pour autant que l'on puisse juger d'ici avec nos informations tout à fait insuffisantes, la position exprimée dans votre lettre concorde avec la nôtre. L'attitude intransigeante envers les opinions démocratiques vulgaires des stalinistes sur le mouvement paysan, ne peut évidemment rien avoir de commun avec une attitude passive et inattentionnée envers le mouvement paysan lui-même. Le manifeste de l'opposition de gauche internationale publié il y a deux ans (1) (*Sur les perspectives et les tâches de la révolution chinoise*), appréciant le mouvement paysan des provinces du sud de la Chine, disait : « La révolution chinoise trahie, détruite, exangue, montre qu'elle est vivante. Espérons que le temps n'est plus loin où elle lèvera de nouveau sa tête prolétarienne. » Et plus loin : « La large crue du soulèvement paysan peut incontestablement donner une impulsion à l'animation de la lutte politique dans les centres industriels. Nous comptons fermement là-dessus. »

Votre lettre montre que, sous l'influence de la crise et de l'intervention japonaise, la lutte des ouvriers citadins renaît sur le fond de la guerre paysanne. Dans notre manifeste nous écrivions sur ce fait, avec toute la prudence nécessaire : « Personne ne peut prédire d'avance si les foyers des soulèvements paysans se maintiendront sans interruption pendant

toute la période prolongée dont l'avant-garde prolétarienne aurait besoin pour se renforcer, pour engager dans la bataille la classe ouvrière, et accorder sa lutte pour le pouvoir avec les offensives paysannes généralisées contre ses ennemis les plus immédiats. » Actuellement, il semble que l'on puisse exprimer avec une certaine certitude l'espoir qu'avec une juste politique on réussisse à lier le mouvement ouvrier, et d'une façon générale, le mouvement des villes, avec la guerre paysanne. Cela serait le commencement de la troisième révolution chinoise. Mais pour l'instant, ce n'est là qu'un espoir, et non une certitude. Le principal travail reste à accomplir dans l'avenir.

Dans cette lettre je ne voudrais poser qu'un seul problème, en tout cas celui qui me semble avoir de beaucoup la plus grande importance et être le plus brûlant. Je vous rappelle encore une fois que les informations dont je dispose sont absolument insuffisantes, occasionnelles et fragmentaires. C'est avec plaisir que j'accueillerais toute information complémentaire et toute rectification.

Le mouvement paysan a créé son armée, a conquis un grand territoire, et l'a couvert de ses institutions. Au cas de nouveaux succès, — et nous souhaitons évidemment ces succès — le mouvement se heurtera aux centres citadins et industriels, et par là-même, se trouvera face à face avec la classe ouvrière. Comment se passera cette rencontre ? Sera-t-elle assurée d'un caractère pacifique et amical ?

Cette question peut sembler à première vue superflue. A la tête du mouvement paysan se trouvent des communistes ou des sympathisants ; n'est-il donc pas évident que les ouvriers et les paysans doivent, lorsqu'ils se rencontreront, s'unifier sous le drapeau du communisme ?

Malheureusement, le problème n'est pas si simple. Je m'appuierai sur l'expérience de la

(1) Publié dans la *Vérité* du 12 septembre 1930 (n° 53).

Russie. Durant les années de la guerre civile, la paysannerie, dans différentes régions, créait ses propres troupes de partisans, et parfois même, naissaient des armées entières. Quelques-uns de ces corps d'armée se considéraient comme bolchéviks et étaient souvent dirigés par des ouvriers. D'autres restaient sans parti et avaient à leur tête le plus souvent d'anciens sous-officiers paysans. Il y avait aussi l'armée « anarchiste » sous le commandement de Makhno. Tant que les armées de partisans agissaient sur le revers de l'armée blanche, ils servaient la cause de la révolution. Certaines d'entre elles se remarqueaient par un héroïsme et une ténacité particulière. Mais, dans les villes, ces armées entraient souvent en conflit avec les ouvriers et avec les organisations locales du parti. Les conflits naissaient aussi lors de la rencontre des partisans et de l'armée rouge régulière, et dans certains cas, cela prenait un caractère aigu et morbide.

La rude expérience de la guerre civile nous a démontré la nécessité de désarmer les corps d'armée des paysans dès que l'armée rouge assumait le pouvoir dans une région débarrassée des gardes blancs. Les meilleurs éléments, les plus conscients et les plus disciplinés, s'intégraient dans les rangs de l'armée rouge. Mais la plus grande partie des partisans tentait de conserver une existence indépendante, et entraînait souvent en lutte armée directe avec le pouvoir soviétique. Il en fut ainsi avec l'armée « anarchiste », indirectement koulak par son esprit, de Makhno, mais pas seulement avec elle. De nombreux corps paysans, luttant fermement contre la restauration des propriétaires fonciers, se transformaient après la victoire en une arme de la contre-révolution.

Les conflits armés entre les paysans et les ouvriers, quelqu'en soit l'origine dans les cas particuliers, que ce soit la provocation consciente des gardes blancs, le manque de tact des communistes, ou le concours malheureux des circonstances, avaient à leur base la même cause sociale : *la situation de classe et l'éducation différenciée des ouvriers et des paysans*. L'ouvrier aborde les problèmes sous l'angle socialiste; le paysan sous l'angle petit-bourgeois. L'ouvrier tente de socialiser la propriété qu'il a reprise à ses exploiters; le paysan, tente, lui, de la partager. L'ouvrier veut faire servir les châteaux et les parcs dans l'intérêt général; le paysan, pour peu qu'il ne puisse les partager, est enclin à brûler les châteaux et à déboiser les parcs. L'ouvrier fait effort pour résoudre les problèmes à l'échelle étatique, et selon un plan; mais le paysan aborde tous les problèmes à l'échelle locale, et se conduit d'une façon hostile envers le plan du centre, etc...

Il est évident que le paysan peut lui aussi s'élever jusqu'à un point de vue socialiste. Sous le régime prolétarien, une masse de plus en plus grande de paysans se rééduque dans l'esprit socialiste. Mais cela exige du temps, — des années, et même des décades. Si l'on n'en-

visage que la première étape de la révolution, alors les contradictions entre le socialisme prolétarien et l'individualisme paysan prennent souvent un caractère aigu.

Mais ce sont des communistes qui se trouvent à la tête des armées rouges chinoises. Cela n'exclut-il pas les conflits entre les corps paysans et les organisations ouvrières ? Non; cela ne les exclut pas. Le fait que des communistes se trouvent individuellement à la tête des armées paysannes ne change en rien le caractère social de ces dernières, même si la direction communiste a une bonne trempe prolétarienne. Mais comment la situation se présente-t-elle en Chine ? Parmi les dirigeants communistes des corps de partisans rouges, il y a, sans aucun doute, pas mal d'intellectuels ou de mi-intellectuels déclassés qui ne sont pas passés par la sérieuse école de la lutte prolétarienne. Durant deux ou trois ans, ils vivent la vie des commandants et des commissaires de partisans. Ils commandent, ils conquièrent des territoires, etc... Ils s'imprègnent de l'esprit du milieu environnant. La plus grande partie des communistes du rang dans les corps de partisans rouges se compose de toute évidence de paysans qui, très honnêtement et sincèrement, se prennent pour des communistes, mais qui sont des révolutionnaires « paupérisés » ou des petits propriétaires révolutionnaires. Celui qui, en politique, juge selon les étiquettes et les dénominations, et non selon les faits sociaux, est perdu. Surtout lorsqu'il s'agit d'une politique qui se fait l'arme à la main. Le véritable parti communiste est l'organisation de l'avant-garde prolétarienne. En outre, la classe ouvrière de Chine se trouve depuis quatre ans dans une situation dispersée et asservie, et c'est seulement maintenant qu'apparaissent les symptômes d'une renaissance. Lorsque le parti communiste, fermement appuyé sur le prolétariat des villes, essaye de commander l'armée paysanne par une direction ouvrière, c'est une chose. C'est tout autre chose lorsque quelques milliers, ou même quelques dizaines de milliers de révolutionnaires qui dirigent la guerre paysanne, sont ou se déclarent communistes, sans avoir aucun appui sérieux dans le prolétariat. Or, telle est avant tout la situation en Chine. Cela accroît dans une grande mesure le danger des conflits possibles entre les ouvriers et les paysans armés. Dans tous les cas, les provocateurs bourgeois ne manqueront pas.

En Russie, à l'époque de la guerre civile, le prolétariat était au pouvoir dans la plus grande partie du pays. La direction de la lutte appartenait à un parti fermement trempé, et malgré cela, les corps de paysans, qui étaient incomparablement plus faibles que l'armée rouge, entraient souvent en conflit avec elle lorsque celle-ci avançait victorieusement sur le territoire des partisans paysans.

En Chine, la situation absolument désavantageuse des ouvriers est visible.

Dans les principaux centres de la Chine, le pouvoir appartient aux milita-

ristes bourgeois. Dans d'autres districts, aux dirigeants des paysans armés. Le prolétariat, lui, n'a de pouvoir nulle part. Les syndicats sont faibles, et l'influence du parti parmi les ouvriers infime. Les corps de partisans paysans qui ont la pleine conscience de la victoire acquise sont couverts par l'I. C. Ils se nomment « l'armée rouge », c'est-à-dire qu'ils s'identifient ainsi avec le pouvoir soviétique armé.

On voit que les éléments dirigeants de la paysannerie révolutionnaire de Chine s'attribuent par avance une valeur politique et morale qui, en réalité, appartient aux ouvriers chinois. Ne peut-il pas en résulter que toutes ces valeurs se retourneront à un moment donné contre les ouvriers ?

Il est évident que les paysans pauvres qui constituent la majorité en Chine, pour peu qu'ils réfléchissent politiquement, et ceux-là sont une infime minorité, désirent sincèrement et ardemment l'union et l'amitié avec les ouvriers. Mais la paysannerie, même armée, est incapable de mener une politique indépendante.

Occupant dans les circonstances actuelles une situation indéterminée et instable, la paysannerie peut, au moment décisif, aller soit vers le prolétariat, soit vers la bourgeoisie. La paysannerie ne trouve pas facilement la voie vers le prolétariat, et elle ne la trouve qu'après une série d'erreurs et de défaites. Le pont entre la paysannerie et la bourgeoisie est constitué par la moyenne bourgeoisie citadine, principalement par les intellectuels qui interviennent sous le drapeau du socialisme, et même du communisme.

Les cercles dirigeants de l'armée rouge chinoise ont, sans aucun doute, réussi à se créer une psychologie de commandement. En l'absence d'un fort parti révolutionnaire et d'organisations de masses prolétariennes, il ne peut y avoir en fait de contrôle sur les cercles dirigeants. Les commandants et les commissaires apparaissent comme les maîtres incontestés de la situation et, en entrant dans les villes, ils seront avant tout enclins à regarder les ouvriers de haut en bas. Les revendications des ouvriers leur sembleront souvent inopportunes et mal venues. Il ne faut pas oublier aussi des « futilités », comme celle-ci : dans les villes, l'Etat-major et toute l'organisation de l'armée ne s'installe pas dans les taudis prolétariens, mais au contraire, dans les meilleurs édifices de la ville, dans les maisons et les appartements des bourgeois. C'est une raison qui peut pousser le sommet de l'armée paysanne à se considérer comme une partie de la classe « cultivée et instruite », et non comme le prolétariat.

Ainsi, en Chine, des causes et des motifs d'une conflagration entre l'armée paysanne par son contenu et petite-bourgeoise par sa direction — et les ouvriers, existent. Et même toute la situation augmente considérablement les possibilités et même l'inévitabilité de tels conflits. Par là même, les chances

du prolétariat se présentent dès le début moins favorablement qu'en Russie.

Du point de vue théorique et politique, le danger s'accroît d'autant plus que la bureaucratie stalinienne recouvre cette situation pleine de contradictions, par le mot d'ordre de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans ». Peut-on trouver un piège plus agréable extérieurement, plus perfide en son essence ? Les épigones réfléchissent non pas avec une compréhension sociale, mais avec des phrases toutes faites : le formalisme est le trait fondamental de la bureaucratie.

Les populistes (*narodniki*) russes reprochaient parfois aux marxistes russes leur ignorance de la paysannerie, leur aveuglement sur le travail à faire à la campagne, etc... A quoi les marxistes répondaient : « Nous soulevons et organisons les ouvriers du rang, et grâce à eux, nous soulèverons la paysannerie. Telle est la seule voie du parti prolétarien. »

Les populistes (*narodniki*) russes reprochent. Dans les années 1925-1927 de la révolution, ils ont soumis directement et sans recours les intérêts paysans à ceux de la bourgeoisie nationale. Dans les années de la contre-révolution, ils sont passés du prolétariat à la paysannerie, et ainsi, ont pris sur eux le rôle qu'assumait chez nous les socialistes-révolutionnaires au temps où ils étaient un parti révolutionnaire. Si, durant ces dernières années, le parti communiste chinois avait concentré son effort dans les villes, dans les centres industriels, dans les chemins de fer, s'il avait soutenu les syndicats, fréquenté les clubs de culture et les cercles, si, sans se séparer des ouvriers, il leur avait appris ce qui se passait au village, — la situation du prolétariat dans le rapport général des forces serait aujourd'hui beaucoup plus favorable. En fait, le parti s'est séparé de sa propre classe.

Justement pour cela, il peut porter en fin de compte un préjudice à la paysannerie, car, si le prolétariat est et reste dans l'avenir à l'écart, sans organisation et sans direction, alors la guerre paysanne, même en plein succès, s'enlisera.

Dans la vieille Chine, chaque victoire de la révolution paysanne se terminait par la création d'une nouvelle dynastie, avec, en outre, de nouveaux grands propriétaires. Le mouvement aboutissait à un cercle vicieux. Dans la situation actuelle, la guerre paysanne, par elle-même, sans une direction immédiate de l'avant-garde prolétarienne, ne peut que donner le pouvoir à une nouvelle clique de la bourgeoisie, à un quelconque Kuomintang de « gauche », à un « troisième parti », qui en pratique se différencieront très peu du Kuomintang de Tchang-Kai-Chek. Et cela signifierait une nouvelle défaite des ouvriers due à l'arme de la « dictature démocratique ».

Quelles conclusions peut-on tirer de là ? La première conclusion est qu'il faut fermement et ouvertement regarder les faits en face. Le mouvement paysan est un grand facteur révolutionnaire dans la mesure où il est dirigé

contre les gros propriétaires fonciers, les militaristes, les géoliers et les usuriers. Mais dans le mouvement paysan lui-même, il y a une très forte tendance réactionnaire et de propriétaires. Et à un certain stade la paysannerie peut se retourner contre les ouvriers, en ayant en outre les armes à la main. Celui qui oublie la double origine de la paysannerie n'est pas un marxiste. Il faut apprendre aux ouvriers du rang à différencier par des connaissances et des recherches « communistes » les processus sociaux réels.

Il faut suivre avec soin les opérations de l'« armée rouge », éclairer systématiquement aux yeux des ouvriers la marche, la signification et les perspectives de la guerre paysanne, et lier les revendications actuelles et les problèmes du prolétariat avec le mot d'ordre de la libération de la paysannerie.

Sur la base de vos propres investigations, de rapports et autres documents, il faut étudier avec ténacité la vie intérieure des armées paysannes et des corps d'armées dans les régions occupées par elles, dévoiler sur des faits concrets les tendances de classe contradictoires, et montrer clairement aux ouvriers quelles sont les tendances que nous soutenons, et quelles sont celles que nous combattons.

Il faut veiller avec attention à la coordination entre l'armée rouge et les ouvriers des petites localités sans perdre de vue même les plus petites discordances entre eux. Dans le cadre des conflits de villes et de rayons isolés, même très aigus, ces discordances peuvent sembler des épisodes locaux, mais, dans un développement ultérieur des événements, les conflits de classe peuvent s'étendre à l'échelle nationale, et mener la révolution à la catastrophe, c'est-à-dire jusqu'à une nouvelle destruction des ouvriers par les paysans armés trompés par la bourgeoisie. L'histoire de la révolution est pleine d'exemples semblables.

Dans la mesure où les ouvriers comprendront plus clairement la dialectique vivante des relations de classe entre le prolétariat, la paysannerie et la bourgeoisie, plus ils rechercheront sans hésitations des liaisons avec les couches paysannes les plus proches, et plus ils se dresseront ardemment contre les provocateurs contre-révolutionnaires, tant dans le cadre des armées paysannes elles-mêmes, que dans les villes.

Il faut créer des unions syndicales, des cellules du parti, éduquer des ouvriers du rang, unifier l'avant-garde prolétarienne et l'entraîner dans la lutte.

Il faut s'adresser à tous les membres du parti officiel par des appels, et des demandes d'éclaircissements. Il est vraisemblable que les ouvriers communistes liés à la fraction stalinienne ne nous comprendront pas immédiatement. Les bureaucrates hurleront sur notre « sous-estimation » de la paysannerie, et même, s'il vous plaît, sur notre « hostilité » envers la paysannerie (Tchernov accusait toujours Lénine d'hostilité envers la paysanne-

rie). Il est évident que de tels cris n'émouvront pas les bolchéviks léninistes. Lorsqu'avant avril 1927 nous donnions les avertissements nécessaires contre le coup d'Etat inévitable de Tchang-Kai-Chek, les stalinistes nous accusaient d'hostilité envers la révolution nationale chinoise. Les événements ont démontré qui a eu raison. Les événements apporteront de nouveau leur vérification. L'opposition de gauche peut apparaître trop faible pour impulser dans l'étape présente une direction aux événements dans l'intérêt du prolétariat. Mais elle est suffisamment forte dès maintenant pour montrer aux ouvriers la voie juste et, s'appuyant sur le développement ultérieur de la lutte des classes, pour démontrer aux yeux des ouvriers sa justesse et sa perspicacité politique. Ce n'est qu'ainsi que le parti révolutionnaire peut conquérir la confiance, croître, se fortifier, et se mettre à la tête les masses populaires.

Prinkipo, 22 septembre 1932.

L. TROTSKY.

P. S. — Pour donner le plus de clarté possible à ma pensée, je noterai la variante théorique suivante, qui est fort plausible.

Supposons que l'opposition de gauche développe dans le plus prochain avenir un travail énorme et plein de succès au sein du prolétariat industriel et acquière en son sein une influence capitale. Le parti communiste officiel continue, pendant ce temps, à limiter toutes ses forces à « l'armée rouge » et aux rayons paysans. Arrive le moment où les troupes paysannes entrent dans les centres industriels et se heurtent face à face aux ouvriers. Il n'est pas difficile de prévoir qu'ils opposeront hostilement l'armée paysanne aux « contre-révolutionnaires trotskystes ». En d'autres termes, ils se mettront à surexciter les paysans armés contre les ouvriers du rang. C'est ainsi qu'ont agi les S. R. russes et les menchéviks en 1917; ayant perdu les ouvriers, ils luttèrent de toutes leurs forces pour conserver leur appui soldatesque, et envoyèrent les casernes contre les usines, le paysan armé contre l'ouvrier bolchévik. Kerenski, Tsere-telli, Dan, baptisaient les bolchéviks si ce n'est du nom de « contre-révolutionnaires », tout au moins « d'agents involontaires » ou « d'aides inconscients » de la contre-révolution. Les stalinistes s'embarassent moins que quiconque de la terminologie politique. Mais les tendances sont identiques : une orientation hostile des paysans et en général des éléments petits-bourgeois contre les détachements du rang de la classe ouvrière.

Le centrisme bureaucratique, en tant que centrisme ne peut avoir une base de classe indépendante. Mais dans sa lutte contre les bolchéviks-léninistes, il est contraint de rechercher un appui à droite, c'est-à-dire, chez la paysannerie et la petite-bourgeoisie, les oppo-

sant au prolétariat. La lutte des deux fractions communistes, les stalinistes et les bolchéviks-léninistes renferme ainsi, en son sein, des tendances à se transformer en une lutte de classe. Le développement révolutionnaire en Chine *peut* développer ces tendances jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la guerre civile entre les dirigeants de l'armée paysanne et l'avant-garde prolétarienne sous la direction des léninistes.

Si un tel conflit, par la faute des stalinistes, survenait, cela signifierait que l'opposition de gauche et la fraction staliniste cesseraient d'être des fractions communistes, mais seraient devenus des partis politiques hostiles l'un à l'autre, ayant une base de classe différente.

Une telle perspective est-elle inévitable? Non, je ne le pense aucunement. Dans la fraction staliniste (P. C. chinois officiel), il y a non seulement des paysans, c'est-à-dire des petits-bourgeois, mais aussi des tendances prolétariennes. Il est de toute première importance pour l'opposition de gauche de rechercher un rapprochement avec l'aile prolétarienne des stalinistes, lui développer les appréciations marxistes des « armées rouges » et en général sur la relation entre le prolétariat et la paysannerie.

Gardant son indépendance politique l'avant-garde prolétarienne doit être inévitablement prête à réaliser l'unité d'action avec la démocratie révolutionnaire. Si nous ne sommes pas d'accord pour identifier les corps armés des paysans avec l'armée rouge, comme la force armée du prolétariat, si nous ne sommes pas enclin à fermer les yeux sur le fait que l'on

couvre le drapeau communiste par le mouvement paysan d'un contenu petit-bourgeois, par contre, nous nous rendrons parfaitement compte de la signification de l'importance énorme du caractère démocratique-révolutionnaire des guerres de paysans, nous apprenons aux ouvriers à comprendre cette signification et nous sommes prêts à faire tout ce qui est en notre pouvoir, pour aboutir avec les organisations paysannes à un accord militaire nécessaire.

Notre tâche consiste, en conséquence, non seulement à empêcher tout commandement militaire et politique sur le prolétariat de la part de la démocratie petite-bourgeoise, s'appuyant sur les paysans armés, mais aussi à préparer et assurer la direction prolétarienne sur le mouvement paysan et, en particulier, sur son « armée rouge ».

Plus nette sera pour les bolchéviks-léninistes la compréhension de la situation politique et des tâches qui en découlent; plus sera couvert de succès l'élargissement de leur base dans le prolétariat; plus sera tenace la manière dont ils pratiqueront la politique du front unique envers le parti officiel et le mouvement paysan dirigé par lui, d'autant mieux ils réussiront à préserver la révolution du heurt plein de danger entre la paysannerie et le prolétariat; mais non seulement ils assureront l'unité d'action nécessaire entre deux classes révolutionnaires, mais aussi ils transformeront leur front unique en un pas historique vers la dictature du prolétariat.

Prinkipo, 26 septembre 1932.

L. T.

Les communistes s'entendront avec (les socialistes démocrates) au moment de l'action et s'efforceront de mener avec eux une politique commune, dans la mesure toutefois où ces socialistes ne se mettront pas au service de la bourgeoisie au pouvoir et n'attaqueront pas les communistes. Il est clair que cette action commune n'exclut pas la discussion des divergences qui nous séparent d'eux.

ENGELS, *Principes du Communisme*, 1847.

Une interview de Staline

...sur le "socialisme dans un seul pays"

L'interview suivante est extraite du livre de M. Thomas D. Campbell, intitulé : Russia, market or menace? (Longmans, Green and Co. Londres-New-York, 1932). M. Campbell fut conseiller économique en U. R. S. S. pour les questions agraires. A son retour d'U. R. S. S., il publia un livre typiquement yankee, dans lequel on trouve l'extraordinaire interview que nous reproduisons ici.

A notre connaissance, ni le contenu, ni le texte même de cette interview n'ont jamais été démentis, ni par Staline, ni par aucune autorité stalinienne ou soviétique. Staline est peint là, avec une naïveté consommée, non comme « le plus fidèle disciple de Lénine », mais comme le triste épigone, non seulement de Lénine, mais aussi de Marx et d'Engels.

M. Thomas D. Campbell avait demandé audience à Staline. Staline le reçut, et voici le récit de cette rencontre :

Aussitôt que nous fûmes assis, j'expliquai à M. Staline, grâce à l'interprète, qu'avant d'entrer dans une négociation d'affaires quelconque, je désirais lui parler franchement et sans le blesser de mon voyage en Russie, et de nombreuses autres questions que j'avais en tête. Il acquiesça immédiatement, et d'un mouvement du bras désigna la porte : en trois pas, le secrétaire quitta la pièce. Je dis alors à M. Staline : « Je désire vivement, monsieur Staline, que vous sachiez que je suis ici sans aucune intention de vous donner de fausses impressions. Je ne suis pas communiste. Je ne crois pas en la forme soviétique de gouvernement. Je ne suis pas un disciple de Bill Haywood ou d'Emma Goldman, et beaucoup de choses que j'ai entendues à propos de votre gouvernement me répugnent. Néanmoins, je m'intéresse énormément à votre développement agricole, puisque je suis un ingénieur de mécanique agricole, et que j'ai passé presque toute ma vie à essayer de développer l'agriculture mécanisée aux Etats-Unis. Nous avons eu une mauvaise récolte à Montana cette année, et le travail que votre gouvernement m'a offert est intéressant. Je ne veux cependant faire aucun arrangement de travail avec votre gouvernement si cela ne peut pas se faire absolument indépendamment de mes convictions politiques et strictement sur une base d'affaires. » Sur quoi Staline se leva brusquement de sa chaise, me prit la main entre les deux

siennes à travers la table, et dit en me regardant droit dans les yeux : « Merci pour cela, monsieur Campbell. Maintenant je sais que je peux vous croire. Maintenant je sais que nous pouvons nous respecter mutuellement et peut-être devenir amis. »

Il se rassit et me pria de continuer. Je lui expliquai que nous étions choqués, aux Etats-Unis, par beaucoup de choses que nous avions entendues au sujet du gouvernement soviétique, telles que la confiscation de la propriété, l'élimination des droits de la personne, la nationalisation des femmes et des enfants, et par-dessus tout, que nous pensions qu'on tenait à se mêler des affaires de notre propre gouvernement. Je lui dis que ni lui, ni son gouvernement ne pouvaient s'attendre à l'amitié, la coopération, ou la reconnaissance de notre gouvernement, s'ils essayaient jamais de se mêler de nos affaires.

M. Staline répliqua immédiatement qu'il comprenait cela, et demanda à parler lui aussi avec la même franchise, et sans vouloir blesser. Il dit qu'il savait qu'on faisait des rapports très défavorables dans notre pays et m'expliqua longuement les conditions véritables en Russie. *Il admit sans hésiter et avec une franchise désarmante que sous Trotsky, on avait tenté de répandre le communisme à travers le monde. Il dit que cela était la première cause de la rupture entre Trotsky et lui. Que Trotsky croyait dans le communisme universel, tandis que lui voulait borner ses efforts à son propre pays.* Il expliqua qu'il n'avait ni le temps, ni l'argent pour essayer de communiser le monde, même s'il en avait envie, et que son propre intérêt capital était d'améliorer la situation du peuple en Russie, sans aucune intervention quelle qu'elle fût, dans les affaires gouvernementales des autres pays.

Nous parlâmes de la III^e Internationale, et d'autres questions relatives à la propagande soviétique, et je dois avouer que M. Staline me convainquit qu'il n'y avait actuellement aucune tentative de sa part, ni de celle des autres personnalités du gouvernement soviétique, de se mêler des affaires du gouvernement des Etats-Unis. Nous discutâmes de politique, d'économie, de banque, d'affaires, de commerce avec les Etats-Unis, de transports, d'agriculture et d'éducation. J'étais étonné de la connaissance qu'avait M. Staline des affaires générales. Il me fit penser à nombre de nos grands chefs d'industrie qui doivent avoir une connaissance générale, pratiquement de toutes les affaires, pour prendre leurs positions. Ses mots tels

qu'ils m'étaient transmis par l'interprète, étaient soigneusement choisis, et je fus particulièrement surpris de sa connaissance de la constitution des Etats-Unis. En fait, ma propre méconnaissance de cette même constitution m'embarrassa considérablement, et la première chose que je fis, en arrivant à Londres, fut de me précipiter dans une librairie et d'en acheter un exemplaire.

La discussion dura bien après la tombée de la nuit, jusqu'à l'aube, très matinale dans le

nord du pays. En me quittant, il me dit que l'interprète me remettrait une copie dactylographiée de notre conversation, que je reçus deux semaines après, à Londres, signée « J. Staline », avec cette note : « Gardez ce souvenir, il sera quelque jour un document tout à fait historique. »

Historique, sûrement. Mais pas dans le sens qu'imagine M. Thomas D. Campbell!

LA VIE DE LA REVUE

Ce numéro paraît en temps prévu, mais non avec le contenu prévu. Une fois de plus, nous avons été débordés par des articles très importants et fort longs. Une fois de plus, les articles concernant la situation française ont été sacrifiés. D'autre part, la publication, si importante, des documents des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste prend une grande partie de la place disponible.

Néanmoins, avec la publication régulière de la revue, ces défauts vont s'atténuer, car nous avons pu publier un certain nombre de textes importants sur les questions internationales, qui doivent nous donner dans les prochains numéros la possibilité d'aborder plus systématiquement les problèmes français.

Pour continuer à progresser dans ce sens, il nous faut un appui plus intense, de la part de nos lecteurs. La rédaction remplit une lourde tâche, en particulier pour la traduction et la mise au point des documents écrits en langue étrangère (russe, allemand, italien, anglais, etc...), qui sont nombreux. Mais il nous faut une collaboration plus grande de nos lecteurs. Nous voudrions voir une rubrique de discussion nourrie. *La Vérité*, qui est notre journal hebdomadaire, remplit largement ce rôle. Cependant, *La Lutte de Classes* doit servir plus

largement à l'élaboration de la plate-forme nationale et internationale du communisme dans la période actuelle.

En outre, nous avons besoin d'aide matérielle. A l'heure actuelle, la diffusion réelle de la revue est de 900 à 1.000 exemplaires. Nous devons pouvoir doubler ce chiffre, et alors son existence matérielle sera assurée.

Il faut nous envoyer des abonnements, il faut nous indiquer les librairies ou kiosques où nous pourrions faire un dépôt régulier de revues. Tout cela se fera avec la bonne volonté de chacun — mais il faut nous aider.



Plusieurs articles sont restés au marbre et paraîtront dans le prochain numéro.

Trotsky : Préface à l'édition polonaise de « la maladie infantile du communisme ».

Militant : La lutte des mineurs de l'Illinois.

F. : L'opposition de gauche en Autriche.

J. V. : Les staliniens et « la planète sans visa ».

Atlan : Le centrisme s'engage à droite (discussion).

Les perspectives de la révolution italienne et les tâches du P. C. I.

Revue des revues et des livres.

Nous ne fermons nullement les yeux sur le fait que chaque mot qu'on prononcera ici-même sera interprété, et que les gardes-blancs prêteront l'oreille à chacun de nos aveux; mais nous disons: Qu'importe! Nous tirons un profit considérable de la vérité sincère, car nous sommes persuadés que lorsque la vérité est distinctement entendue, chaque représentant conscient de la classe ouvrière, chaque paysan travailleur, en tirera la seule conclusion juste.

LENINE.

Œuvres Complètes, T. XVI, p. 167

Lettres d'U.R.S.S.

Autour des problèmes économiques

I

Il s'est accumulé chez les ouvriers beaucoup de lassitude, et encore plus de méfiance envers les carillonneurs officiels. A l'usine de la « Faucille et du Marteau », je crois, s'est produit le fait suivant : on invita les ouvriers d'un corps de métier à faire deux heures supplémentaires pour rattraper un retard. Sur 250 ouvriers, aucun ne s'est présenté. Cela se passait aux jours les plus sombres des difficultés d'approvisionnement. Le fossé entre la masse ouvrière et la bureaucratie est très profond. Ce sont deux mondes distincts. Leur éloignement l'un de l'autre s'accroît automatiquement. Cet éloignement non seulement nourrit, mais vicie la possibilité qu'il y a de s'expliquer sur les problèmes politiques et économiques fondamentaux.

Chacun sent et comprend que le rétablissement du marché libre signifie un tournant d'une importance colossale dans la politique, et gros de conséquences. Mais aucune explication sérieuse de ce tournant n'a été donnée. L'explication officielle aboutit à dire à peu près ceci : « La construction socialiste allait au mieux jusqu'à présent. Et pour que cela aille encore mieux, il faut établir des marchés, et en général le marché libre. » Mais qui croira une pareille explication et lui accordera confiance ?

La spéculation sur le rouble est assez importante et se fait généralement par l'intermédiaire des spécialistes étrangers. Aux nouveaux arrivants on propose partout des roubles « à un prix avantageux » de 8 à 10 roubles pour un dollar. On rapporte que dans certains cas, on paye, paraît-il, 40 roubles pour un dollar. L'inflation, toutes sortes de prix égalisés, toutes sortes de combine — tout cela entraîne, ces derniers temps, une atmosphère de duplicité, de mensonges, de fausseté, de contrebande et de démoralisation.

Parallèlement à ces faits on rencontre à chaque pas le dévouement absolu des ouvriers, jeunes ou vieux, qui se donnent totalement à la tâche qui constitue tout le sens et tout le contenu de leur vie. Les ouvriers qualifiés, notamment ceux qui sont communistes, travaillent souvent dix à douze heures par jour, en s'efforçant de combler par eux-mêmes toutes les fissures, et d'atteindre les pourcentages fixés.

Le problème de la qualité de la production, en rapport avec la force musculaire des ouvriers, est le problème du travail qualifié. Le manque de forces techniques nécessaires, qui est l'une des disproportions du plan quinquennal, aboutit à un abaissement de la demande, à l'interruption des cours techniques, au remplacement des ouvriers qualifiés par des ouvriers à demi-qualifiés, à la nomination d'ingénieurs rapide-

ment instruits à des postes responsables. A un moment donné, tout cela a de lourdes répercussions sur la production.

Voici ce que disait dernièrement un membre du parti, ancien commandant de l'Armée Rouge à l'époque de la guerre civile, qui travaille actuellement dans un des trusts les plus importants de Lénningrad. Je rapporte ses paroles textuellement, bien qu'elles me paraissent parfois exagérées par leur pessimisme : « Notre industrie est à la veille d'une catastrophe. La production s'effectue avec d'énormes difficultés, qui s'accroissent de jour en jour, plutôt qu'elles ne diminuent. Personnellement, j'ai visité, ces derniers mois, dix-sept usines qui représentent une très importante part de nos investissements, et voilà qu'on s'aperçoit que pas une seule d'entre elles n'est intégrée dans notre processus de production. La crise de l'approvisionnement a pris, à la fin du printemps — commencement de l'été, une très grande acuité. Le directeur d'une des fabriques, voyant qu'on ne pouvait maintenir à l'usine la discipline de travail indispensable par suite des conditions difficiles d'approvisionnement, créa tout un système d'appropriation de produits alimentaires pour ses ouvriers. Tout ce système, qui est illégal d'un bout à l'autre, lui a permis de remédier à l'approvisionnement totalement insuffisant fourni par les « moyens légaux ». Il est clair que nous avons côtoyé une catastrophe de l'économie planifiée. Si les choses continuent sur cette voie, alors on s'apercevra qu'il ne reste rien du système du plan ».

Ce même dirigeant économique, qui a de multiples relations dans les sphères dirigeantes, disait : « La situation critique de nos affaires se répercute sans aucun doute dans le domaine politique, quoique d'une manière confuse et indistincte. Je suis un vieux membre du parti, et malgré tout, je dois avouer que je ne me rends nullement compte où nous mène le sommet du parti, et je ne suis pas bien sûr qu'il le sache lui-même. » Dans le parti, tout au moins dans ses couches supérieures, on compte des centaines de milliers de gens qui, maintenant, chuchotent ou disent que Staline est devenu l'objet d'une critique impitoyable de la part des membres du Comité central. On dit que Molotov les dirige en sous-main. Le sentiment est que, n'était le danger d'une nouvelle scission au sommet, Staline serait déjà jeté par-dessus bord. En tout cas, il est complètement discrédité au sein du C. C., et le fait qu'on en parle couramment (évidemment chacun dans son cercle) a sérieusement ébranlé, au sein du parti même, l'autorité de Staline, qui avait été artificiellement créée au début.

En même temps on ne peut expliquer que très vaguement en quoi, dans les limites du C. C., l'orientation de Molotov se différencie de la politique de Staline, et quels sont actuellement les groupements dans les sommets du parti.

Moscou, début août 1932.

Ou-y.

II

C'est vers une à deux heures du matin que commencent les queues pour le pain. Celui qui arrive tard s'en retourne les mains vides. Le défaut d'approvisionnement prend parfois, selon les régions, un caractère étrange et douloureux. Les ouvriers de l'usine des tracteurs de Stalinegrâd ne vécurent durant un certain temps que de thé et de pain; parfois même on remplaçait le thé par de l'eau chaude, tout à fait comme dans les années 1920-1922. Les journaux écrivaient à la même époque que les convois portaient chargés de trop peu de tracteurs et qu'il était inadmissible de se baser sur les « causes objectives ». On se figure aisément combien de tels articles, rédigés par des goinfres repus, énervent les ouvriers.

Par contre, les usines changent souvent leurs noms honorifiques; le nombre des usines qui, dans le pays, portent le nom de Staline, et même de Kaganovitch et de Molotov, devient de plus en plus grand. Cela se fait par ordre, sans la moindre participation des masses. Il court, parmi les ouvriers, pas mal de plaisanteries mordantes sur ces changements de noms bureaucratiques.

Les marchés, sur lesquels la vente des produits alimentaires s'effectue à des prix libres, posent avec une acuité inaccoutumée le problème du budget ouvrier. Les prix coopératifs s'adaptent, tant bien que mal, aux salaires en argent. Les prix libres dépassent la capacité d'achat des ouvriers de 5, 7, 10 fois, et même plus. Si l'on suppose que l'ouvrier est forcé, durant le mois, de compléter ses achats sur le marché libre, de trois livres de beurre, deux litres de lait, et une certaine quantité de légumes — on s'aperçoit qu'il doit dépenser pour ces achats le tiers, sinon la moitié, de son salaire. Pour amener le salaire nominal au niveau des exigences réelles, que les coopératives ne peuvent pas satisfaire, et des prix réels pratiqués sur le marché libre, il faudrait l'augmenter en moyenne d'au moins 50 p. 100. Il est clair que le gouvernement ne peut pas faire ces milliards de dépenses supplémentaires, ce qui signifie que les produits des paysans restent inaccessibles aux ouvriers.

L'exagération de l'impôt en nature, l'année dernière, qui aboutit en Ukraine (comme ailleurs : Oural, Sibérie) à une extrême rareté de l'approvisionnement et même par endroits, à une véritable famine, entraîna des mesures d'auto-défense de la paysannerie, qui détruisit la récolte. Les kolkhoziens se volent mutuellement le blé. Les moyens sont variés : on coupe la nuit les épis qui n'ont pas encore mûri; on bat mal la paille; on laisse consciemment une proportion importante de grains dans la paille; enfin on cache même le blé battu. Les nouveaux décrets, qui donnent aux paysans la possibilité de vendre leurs excédents, sont des stimulants complémentaires pour élargir la récolte.

Sur les marchés ce sont les kolkhoziens qui vendent, mais fort peu les kolkhozes. Cela signifie qu'il n'y a pas, à vrai dire, d'excédent dans les kolkhozes. Par une voie ou par une autre, y compris les voies illégales, les produits se trouvent entre les mains des kolkhoziens individuels, et ce sont eux qui, au marché, en font le commerce.

Étant donné la saison, il ne s'agit actuellement que de fruits, de viande ou de laiterie. La vente légale du blé commence cet hiver. Mais on la prépare largement dès maintenant sous forme d'un élargissement de l'ap-

propriation des produits des kolkhoz par les kolkhoziens eux-mêmes, par la création de réserves secrètes, et par un travail actif des accapareurs, des intermédiaires, etc... On ne peut plus observer ces phénomènes uniquement du point de vue pénal, étant donné leur caractère de masse. En fait, nous sommes en face d'une réaction économique contre la précédente collectivisation excessive. En accaparant dans leurs mains la récolte du kolkhoz, les membres du kolkhoz divisent le kolkhoz et le ramènent à la somme de leurs économies individuelles, et n'en conservant uniquement que la forme.

Moscou, 3 août 1932.

Spechney.

III

LETTRE DE KHARKOV

Dans les gares des villes industrielles importantes comme des centres industriels de l'Ukraine, on voit une foule de paysans qui ont abandonné les kolkhoz et leur village par suite du manque d'approvisionnement. Les uns, selon leurs déclarations, cherchent du travail; les autres ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils cherchent. Un groupe de paysannes raconte que presque tous ont quitté leur kolkhoz, car les « soldats (?) ont tout emporté ». Dans de nombreux rayons d'Ukraine, on envoyait des délégations paysannes, qui, tout d'abord, s'adressaient aux Soviets locaux. Ceux-ci se rejetaient sur Moscou. Après maintes pégrinations, les délégations partirent pour Moscou. Là-bas, il y eut aussi pas mal de discussions et démarches. En fin de compte, la réponse fut qu'il fallait régler la question avec les Soviets locaux.

Comme explication à la détresse en approvisionnement qui déferla sur l'Ukraine, on parle du « manque d'attention » du P. C. d'Ukraine envers la campagne. Tel est l'esprit des discours de Molotov et Kaganovitch à la conférence du P. C. d'Ukraine du 8 juillet 1932. Pourquoi et comment l'inattention envers la campagne a-t-elle donc pu s'implanter dans l'Ukraine agraire ? Seuls des individus isolés peuvent être inattentifs, mais comment donc le parti dirigeant et son Comité Central ont-ils pu manquer d'attention envers un tel problème, qui, par sa nature même, doit toujours être au centre de l'attention ? Cela, personne ne l'explique; mais c'est qu'on ne peut pas l'expliquer.

En réalité, les causes étaient toutes différentes. Dans la période de la collectivisation massive on considérait de toute évidence que les kolkhoz devaient fournir une plus forte récolte que les économies individuelles : sans cela la collectivisation elle-même n'aurait plus de sens. Mais ceux qui émettaient des doutes sur la possibilité de réaliser déjà cette année une augmentation réelle de la récolte, et encore plus ceux qui mettaient en garde contre une diminution possible de la récolte par suite de la non-préparation du passage massif au nouveau système, furent couverts d'injures effroyables et... se turent rapidement. Au contraire, on portait aux nues « les enthousiastes » de la collectivisation, et parmi eux la nombreuse bande de filous bureaucratiques, qui faisaient leur carrière dans les kolkhoz.

L'estimation de la prochaine récolte s'est faite du point de vue de l'enthousiasme ordonné d'en haut. Le résultat fut que lorsque les organes d'état, en conformité avec leurs calculs, prenaient au paysan sa part

personnelle de la récolte, il ne restait souvent rien pour le paysan lui-même.

Conformément aux explications officielles, les autorités ukrainiennes, notamment celles de rayons particuliers, ne partirent pas, et en usèrent avec « trop de nivellement » envers les kolkhozes et les économies individuelles ». Il ne fait aucun doute que dans le détail de la répartition de l'impôt en nature (c'est ainsi qu'on est forcé de désigner cette opération), il y eut pas mal de malpropreté, d'imprévoyance, de bureaucratisme, etc... Mais il était impossible d'exiger des bureaucrates subalternes une capacité d'invention et de trouvailles dans les détails, alors que toute l'opération était basée sur des estimations mensongères.

Il est étonnant (en même temps que fort compréhensible) qu'on n'ait pas prévu à temps, d'en bas, ce qui allait se passer en Ukraine. Il fallut une véritable famine, une dispersion de la paysannerie, une inquiétude parmi les ouvriers et les soldats rouges ukrainiens, une désorganisation de nombreuses branches d'industrie, pour qu'à Moscou on découvrit enfin que le P. C. d'Ukraine était coupable de « sous-estimer la paysannerie ».

Ces dernières années on fit de grands efforts, et avec un certain succès, pour liquider le vagabondage des enfants (*bezprizorni*). Aujourd'hui ce courant s'est à nouveau accru dans d'assez grandes proportions. Les paysans abandonnent leurs enfants dans les villes; les plus âgés quittent d'eux-mêmes le village et voyagent, dans le Nord et le Sud. On communique que pas mal d'enfants vagabonds sont apparus à Moscou. La majorité d'entre eux est composée d'Ukrainiens. Mon frère qui est cheminot, fut témoin entre Lougansk et Dnieprostroï de l'écrasement de deux *bezprizorni*.

Août 1932.

B.-k.

★

Lettre de l'U.R.S.S. sur différents problèmes

Le texte ci-dessous est un recueil de quelques lettres dont on a supprimé les répétitions.

I

L'ÉTAT D'ESPRIT DANS LES MILIEUX OUVRIERS

Il est juste de définir l'état d'esprit des ouvriers comme un état de nervosité et d'instabilité. Les ouvriers n'oublient pas qu'il s'agit d'une très grande bataille historique et qu'il faut la gagner. Mais l'expérience de chaque jour rejette la pensée de la construction socialiste en profondeur, ou à l'arrière-plan. L'ouvrier se comporte avec inimitié, et même hostilement envers toutes les formes d'embellissement de la situation, ainsi qu'envers la vantardise officielle. En outre, les orateurs et les rapporteurs, craignant de dévier tant soit peu à droite ou un tout petit peu à gauche, ne s'expriment qu'avec des phrases toutes faites des articles de la *Pravda*. Ces phrases sont connues de tous, elles ennuiant tout le monde, et ceux qui y prêtent attention en sont énervés.

Dans une usine de locomotives, le représentant du

Soviet de Moscou (j'ai oublié qui) rapportait dans le style général de la *Pravda*. Les ouvriers l'écoutaient mollement. Quand un ouvrier se leva soudain, d'une façon inattendue, sur la fin du rapport, et déclara, à peu près ceci : « On nous dit que tout va merveilleusement bien, que nous gagnons batailles sur batailles, mais malgré cela, nous manquons de tout. Nous n'exigeons pas de superflu, mais nous exigeons du pain. » Les ouvriers gardèrent un silence de mort. Evidemment, ils comprenaient que l'orateur inattendu disait là une vérité, mais ils ne l'encouragèrent pas — non seulement par peur de la répression, mais par une attitude de défensive politique : n'est-ce pas l'ennemi de classe qui parle derrière cet ouvrier ? Cet état d'esprit est très fort chez les ouvriers, et c'est là le fondement moral de notre régime. Mais lorsqu'on se hâta, au présidium de la réunion de déclarer que l'orateur sincère était connu comme un ivrogne et débauché, les ouvriers se comportèrent avec mépris envers cette déclaration, et commencèrent à se disperser en grognant.

Dans nos entretiens entre nous, nous nous sommes plus d'une fois posés la question : pourquoi les ouvriers ne protestent-ils pas ? Par quoi expliquer qu'ils ne répondent pas, ou très rarement, par des grèves à la méconnaissance de leurs intérêts, à l'inadmissible contrainte et aux abus patents ? Les causes qui paralysent la protestation des ouvriers, ont été plus d'une fois examinées. Mais l'une des causes les plus importantes est la défensive évidente des ouvriers : comment faire pour que le coup porté contre le triangle directorial ou le sommet bureaucratique ne se transforme pas en un coup contre l'industrie, contre le système soviétique ? Cette psychologie ouvrière est, je le répète, un des plus importants héritages de la révolution. C'est elle principalement qui entrave les succès des partis antisoviétiques.

L'état d'esprit des travailleurs n'est pas à un même niveau. La province en général se différencie de la capitale, la province perdue des rayons industriels. Ayant anéanti l'opinion collective et sociale du parti et de la classe ouvrière, la bureaucratie a créé dans le domaine politique un énorme provincialisme et une dissonance entre des rayons particuliers et les différentes couches du prolétariat.

Le mécontentement, avec une acuité plus grande que celle de la force dont on peut se préserver, ne fait que dépasser ici et là les frontières que les ouvriers se sont eux-mêmes tracées. Dans quelques entreprises, notamment en province, on peut noter des tendances assez constantes, quoique voilées, à un sabotage perlé de la part des ouvriers. L'un des communistes travaillant dans une usine de textile m'a donné en exemple toute une série de cas patents, dont les responsables lui étaient parfaitement connus. — Alors vous avez fait part de ces faits à qui de droit ? — Non ! — Mais vous êtes pourtant un membre du parti ? — C'est juste, mais je ne pense pas que grâce à ma communication quelque chose s'améliorera.

Le mois dernier, j'ai visité, pour des affaires de mon ressort, une des petites villes moyennes de l'Ukraine, qui a souffert beaucoup, à l'époque, de la guerre civile. Dans cette ville il y a pas mal d'artisans, notamment des juifs. Actuellement ils travaillent dans les usines d'Etat. Les plus âgés d'entre eux prirent une part importante dans la guerre civile. L'état d'esprit qui règne dans leur milieu est particulièrement celui d'opprimés. Les privations matérielles apparaissent plus

brutalement ici que dans les centres importants. La crainte de la bureaucratie est plus tranchante et perce dans les relations sociales. Les ouvriers se comportent envers le Soviet local, de la même façon qu'envers d'autres autorités bureaucratiques. Parmi ces ouvriers, au sein desquels j'ai de vieilles relations, des voix très inquiètes se sont élevées. L'un d'eux disait : « Les ouvriers ne comprennent pas ce qui se passe, ils se demandent s'il n'y a pas là quelque sabotage de la révolution et on en trouve parmi nous qui disent ouvertement que le pouvoir soviétique nous a trompés. »

II

LA BUREAUCRATIE ET LA LUTTE POUR L'EGALISATION

La bureaucratie et le bureaucratisme ne sont pas des questions théoriques, mais des faits sociaux et réels. La bureaucratie commande, pense (pense mal) aux lieux et place de tous. La bureaucratie nomme à tous les emplois, et le plus souvent elle désigne « son » homme. Le népotisme, ou selon le terme russe le *compérage*, brille d'un vif éclat. Les dénonciations qui s'impriment actuellement dans la *Pravda* et dans les autres organes, ne font qu'énervier plutôt que tranquilliser. Mentant en épingle un fait, les journaux le présentent comme exceptionnel. Néanmoins, chaque ouvrier connaît autour de lui des dizaines et centaines de faits identiques.

Il est évident qu'on observe une très forte inégalité dans les conditions de vie. La lutte pour « l'égalisation » a créé une idéologie particulière, ou plus exactement, a atteint et détruit l'ancienne idéologie. « L'égalisation » est devenue matière à plaisanteries. Le salaire « égalisé » n'est pas autrement surnommé que du nom de « koulak ». Le salaire transactionnel ou en fait inégal avec les nécessités qui nous harcèlent devient, en son genre, un idéal. Dans cette théorie, la bureaucratie a trouvé la première et combative justification de sa situation privilégiée. Par suite de différentes observations, je suis porté à croire que le résultat naturel de la lutte contre l'égalisation a une très grosse importance dans le sens d'un éloignement moral des couches bureaucratiques d'avec le prolétariat.

III

LES GRANDS PROBLEMES SONT A L'INTERDIT

Toute l'atmosphère politique artificielle s'éclaircit brutalement, notamment lorsqu'on rencontre un homme frais, comme par exemple un ouvrier étranger ou un touriste communiste. Un traducteur préposé aux touristes étrangers, m'a raconté que les étrangers qui nous sont proches se plaignent de l'impossibilité dans laquelle ils sont de recevoir une réponse aux questions qui les préoccupent le plus. Ils essaient de ne pas se limiter aux impressions personnelles, conversent en particulier, posent des questions sur les causes de telles ou telles insuffisances. Tant qu'il ne s'agit que de critiques à l'adresse du Soviet local ou de la coopérative, les réponses sont encore plus ou moins libres. Mais dès que la conversation dévie sur des problèmes politiques gé-

néraux, alors les figures deviennent de bois. La majorité répond, en regardant assez souvent de biais, par des phrases toutes faites : « La ligne générale est juste, mais... les exécutants... », etc. Ceux qui ont honte de recourir à de tels arguments disent simplement : « Je me démêle bien mal dans les problèmes politiques complexes. » Enfin, les plus sincères déclarent ouvertement : « Il est préférable de ne pas aborder ces problèmes. »

LES VIEUX ET LES JEUNES

L'abattement et la désorientation règnent au sein des communistes de la vieille génération. C'est qu'ici on connaît trop bien le passé du parti, et c'est pourquoi l'actuel sommet y a très peu d'autorité. Le sommet le sait et ne laisse pas « les vieux » s'occuper de trop près des choses sérieuses. La majorité d'entre eux, à commencer par N. K. Kroupskaïa et M. I. Oulianova remplissent des emplois plus ou moins honorifiques, mais n'ont pas la moindre influence sur la politique du parti. A ceci s'est ajouté une profonde dissociation entre les vieux et les jeunes. En 1923 « la vieille garde léniniste » (comptant longtemps ses jours) déclara qu'il n'existait pas, dans le prolétariat et d'autant plus dans le bolchevisme, de problème des générations. En d'autres termes, le changement des conditions historiques ne peut influencer en rien sur l'éducation bolchevik. Aujourd'hui, cette théorie idéaliste et vantarde est contredite à chaque pas. Il est difficile de concevoir un plus grand écart psychologique que celui qui sépare la vieille génération, ceux qui menèrent un travail souterrain (illégal), ou même seulement ceux qui participèrent à la révolution d'octobre et les jeunes pour qui elle est un événement lointain ; personnellement ils sont nés sous le nouveau régime, et ils considèrent Staline ou Kaganovitch comme des chefs éminents, ou bien ils se moquent de tout dirigeant, et en même temps, de la politique et de la théorie marxiste.

Parmi les jeunes, y compris les bons éléments, l'apolitisme prend corps. Combien sont-ils ces jeunes techniciens sincères, dévoués, membres du parti ou de la jeunesse communiste qui, en plaisantant ou par des phrases coléreuses, se séparent de la politique ! En réalité, cet apolitisme est le plus souvent la forme d'une opposition passive contre le régime stalinien du parti. Si on se comporte sérieusement envers les problèmes du parti ou de la politique, on doit alors contredire, critiquer, livrer bataille ; or cela signifie perdre la possibilité de travailler pratiquement à la construction socialiste.

L'apolitisme complété d'un « loyalisme » formel est en son genre un passeport de bonnes intentions, sous lequel se cache un mécontentement qu'on n'exprime pas, mais qui est profond.

Il y a, en même temps, parmi les jeunes, une large couche qui passe à une attitude antisociale. Ce sont des petits ou des grands arrivistes, des profiteurs ou tout simplement des types d'un genre nouveau dont les intérêts sont satisfaits par le sport, la radio, le cinéma, etc... Entre les vieux bolcheviks d'une part, et leurs fils et filles d'autre part, il y a à ce sujet des conflits graves et aigus. La partie qui en souffre est évidemment celle des vieux.

IV

POURQUOI LES VIEUX SE TAISENT

Parmi les plus jeunes membres du parti, oppositionnels, sympathisants ou seulement d'humeur critique, il n'est pas rare que les conversations roulent sur le fait de savoir pourquoi des « vieux » comme Zinoviev, Kamenev, Preobrajensky, Smilga, Serebriakov, I. N. Smirnov ou d'un autre côté Rykov, Boukharine, Tomsy se taisent. Car ils ne peuvent pas ne pas voir ou même le cours stalinien. Quelque soit leur tendance politique ils ne peuvent se faire d'illusions. Les opinions isolées des «vieux» précédemment cités se passent de bouche à oreilles. Sont-elles exactes? Dans la majorité des cas, elles sont de toute évidence inexactes. Mais le fait même de l'existence de telles opinions apocryphes, d'aphorismes ou d'appréciations, démontre dans quelle mesure l'opinion publique du parti attend et exige une direction des camarades plus vieux et de plus d'expérience. La couche la plus consciente du parti (or il s'agit d'elle actuellement) connaît la biographie politique de ces camarades et par conséquent leurs péchés. Mais j'ai, ainsi que d'autres amis, l'impression, que si l'un quelconque des capitulards intervenait, afin de prévenir ouvertement et courageusement, on lui pardonnerait beaucoup. Il ne s'agit pas ici de psychologie, mais dirais-je, d'instinct vital. Zinoviev, Kamenev et tous les autres, représentent d'une façon ou d'une autre, le capital du parti. Leurs péchés ne sont pas dus au « hasard ». Mais d'un autre côté, le rôle qu'ils jouent sous Lénine, ne l'est pas non plus. La situation du parti est telle qu'elle leur fait une obligation, semble-t-il, de se secouer, de se réveiller et de dire ouvertement ce qu'ils pensent. Ils rendraient ainsi un grand service au parti.

Par quoi s'explique malgré tout leur silence? N'ont-ils vraiment qu'une peur bleue pour leur sort personnel? Mais peut-on se représenter une situation plus grave, plus imméritée que celle dans laquelle la bureaucratie stalinienne a mis beaucoup d'anciens dirigeants, théoriciens, politiques — il est vrai avec l'aide des « victimes » elles-mêmes?

Il semble qu'ils n'ont rien à perdre que les chaînes de leur dégradation et de leur impuissance. Ou peut-être se sont-ils tout simplement et complètement dégonflés et n'ont plus rien conservé dans leurs consciences? C'est ce qui est le plus probable. Tout au moins, quant à la question de savoir ce que pense Preobrajensky, les camarades qui le connaissent, ou plus exactement, qui sont liés avec ceux qui l'observent, vous répondent tout simplement : « Preobrajensky ? il boit du thé avec de la confiture et joue de la guitare. »

V

POURQUOI STALINE SE TAIT ?

Le silence et l'isolement voulu de Staline prennent de plus en plus un caractère démonstratif.

A la fin du compte, il y a une limite à tout ! S'étant brûlé les doigts sur toute une série de grands problèmes, Staline est devenu prudent. Cela est compréhensible. Mais le chef officiel du parti ne peut vraiment pas vivre des années de l'intérêt de

ses « six points ». Son silence à la dix-septième Conférence du parti, qui était réunie dans un moment historique, gros de responsabilités, était déjà par lui-même un scandale. Mais le silence de Staline sur le tournant effectué ces derniers mois dans toute la politique économique, est pire encore.

Tous sentent que toute la série des derniers décrets jetés pêle-mêle, qui ne sont pas concordants, et qui restent inexpliqués, ne représentent qu'une introduction à un tournant plus décisif. Tous se demandent : à gauche... ou du sur-place ? Staline, lui, se tait. Mais c'est Kalinine qui donne des explications théoriques au sujet du commerce libre.

Des bruits courent, selon lesquels le silence de Staline serait non seulement une mesure de précaution, mais en son genre, une démonstration. Dans son « Testament », Lénine parla des « caprices » de Staline. Cette caractérisation se trouve encore quelque part dans Lénine. Les vieux racontent que Staline, déjà à l'époque de Lénine, lorsqu'il était vexé, se cachait quelques jours chez lui, dans son logement ou à la campagne, rompant toutes relations orales, épistolaires ou téléphoniques avec les organismes du parti, et aussi avec Lénine. Alors dans le cercle étroit on disait : « Ça a pris encore Staline. » Il semble qu'il est actuellement dans une telle humeur, mais non pas comme auparavant, d'une façon privée, mais comme qui dirait à l'échelle « historique mondiale ».

Les années 1929-1930 furent une période où « les succès qui tournaient la tête » furent l'état d'esprit permanent de Staline. L'année 1932 est devenue véritablement celui du coucher. Les problèmes qui ne sont pas à la mesure de ses forces, la décadence de son autorité personnelle, les sentiments intérieurs sur sa propre insolvabilité — tout ceci, s'est, semble-t-il, transformé chez lui en une hystérie politique.

« Ça a pris » encore Staline, non plus pour quelques jours, mais pour quelques mois.

Espère-t-il par ce moyen rendre les autres responsables, les accuser de l'avoir éloigné de la direction et d'avoir ainsi créé de grands événements ? Espère-t-il que le parti l'élèvera de nouveau ? ou bien n'y a-t-il dans sa conduite aucun calcul, mais uniquement qu'un caprice des nerfs, dû à une de nos disproportions politiques : le manque de coordination entre les facultés intellectuelles de Staline et les exigences qui l'assaillent ? Si l'on admet que Staline se conduit ainsi par calcul, on a alors l'impression que le rusé, pour cette fois, l'emporta en ruse sur lui-même. Il est évident, qu'il y a des problèmes tels qu'on ne peut pas les résoudre à l'aide de la ruse, doublée d'entêtement. En tous les cas, la conclusion est qu'ayant interdit à tous, sauf à lui, de parler, Staline s'est convaincu qu'il n'a lui-même absolument rien à dire.

LE SYSTEME STALINIE
DE LA CULPABILITE PERSONNELLE

Tous les efforts de l'appareil sont dirigés de telle façon qu'aucune généralisation ne soit permise. Si les affaires vont déjà très mal, alors on trouve un « coupable », et on l'éloigne avec fracas. Les causes des fautes et des désastres viennent toujours d'en bas : l'appareil s'est construit à ce sujet tout un mécanisme qui fonctionne sans arrêt.

On a pris des mesures extraordinaires contre les opi-

nions critiques, telles que dans la majorité des cas, elles semblent ne pas répondre aux épisodes qui leur ont donné naissance. Mais la bureaucratie est inflexible à ce sujet. Elle est dirigée en cela par un instinct juste, qui lui souffle que si l'on formule une critique quelque part, sans aucune sanction, on ne pourra alors plus l'arrêter.

La peur pleine de suffisance devant l'opposition de gauche y est liée. Toute opinion, qui, même de loin, sent l'opposition, donne lieu à une enquête serrée et évidemment à des persécutions. Malgré tout cela, qui nous semble archi-vu, il est bien difficile de se rendre compte jusqu'à quelle bassesse en vient la bureaucratie dans sa persécution contre l'opposition de gauche. Il ne s'agit pas uniquement et pour autant, des mesures prises par le Guépéou, que de la répression générale, comme les arrestations, les exils, sans parler de la suppression de travail, de la persécution des membres de la famille selon une ligne plus ou moins descendante ou ascendante, etc... S'il s'agit d'un administrateur, d'un directeur d'usine, ou en général d'un technicien

économique, alors on l'accuse, ni plus ni moins que de malversations dans la caisse, de transactions interdites par la loi, ou de s'être octroyé des privilèges et des prérogatives.

Si c'est un juge, on fait courir le bruit que c'est un concussionnaire. Quant à ceux qu'on soupçonne d'avance d'opposition, on les désigne alors à des fonctions telles que tout homme devient une proie facile. Ce système, dû à l'initiative personnelle de Staline, est maintenant mis au point dans tous ses détails, et est mis en œuvre par tous les organismes intéressés : commission de contrôle, Guépéou, etc...

Je ne veux pas donner d'exemples parce qu'ils ne pourraient que nuire à la situation des camarades qui souffrent assez sans cela. Mais beaucoup d'entre eux ont émis le désir que ce système crapuleux fut dénoncé dans le *Bulletin* et dans la mesure du possible dans les organes de l'opposition de gauche des autres pays.

Moscou, Léningrad, Kharkov, Tachkent.

Juin, Juillet, Août 1932.



Le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste

JUILLET (1920)

Nous publions ici trois autres thèses adoptées par le 2^e Congrès de l'I. C. Dès le prochain numéro, nous publierons les documents principaux du 3^e Congrès. Rappelons que nous avons publié les textes fondamentaux du premier Congrès (1919) dans le n^o 40-41, et le Manifeste et les Thèses sur le parti communiste, et sur les syndicats, du 2^e Congrès, dans le n^o 42.

THÈSES ET ADDITIONS sur les questions nationale et coloniale

A. — THÈSES

1^o La position abstraite et formelle de la question de l'égalité — l'égalité des nationalités y étant incluse — est propre à la démocratie bourgeoise sous la forme de l'égalité des personnes, en général ; la démocratie bourgeoise proclame l'égalité formelle ou juridique du prolétaire, de l'exploiteur et de l'exploité, induisant ainsi les classes opprimées dans la plus profonde erreur. L'idée d'égalité, qui n'était que le reflet des rapports créés par la production pour le négoce, devient, entre les mains de la bourgeoisie, une arme contre l'abolition des classes combattue désormais au nom de l'égalité absolue des personnalités humaines. Quant à la signification véritable de la revendication égalitaire, elle ne réside que dans la volonté d'abolir les classes ;

2^o Conformément à son but essentiel — la lutte contre la démocratie bourgeoise, dont il s'agit de démasquer l'hypocrisie — le Parti communiste, interprète conscient du prolétariat en lutte contre le joug de la bourgeoisie, doit considérer comme formant la clef de voûte de la question nationale, non des principes abstraits et formels, mais : 1^o une notion claire des circonstances historiques et économiques ; 2^o la dissociation précise des intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités, par rapport à la conception générale des soi-disant intérêts nationaux, qui signifient en réalité ceux des classes dominantes ; 3^o la division tout aussi nette et précise des nations opprimées, dépendantes, protégées, — et oppressives et exploiteuses, jouissant de tous les droits, contrairement à l'hypocrisie bourgeoise et démocratique qui dissimule, avec soin, l'asservissement (propre à l'époque du capital financier de l'impérialisme) par la puissance financière et colonisatrice, de l'immense ma-

rité des populations du globe à une minorité de riches pays capitalistes ;

3^o La guerre impérialiste de 1914-1918 a mis en évidence devant toutes les nations et toutes les classes opprimées du monde la duperie des phrases démocratiques et bourgeoises — le traité de Versailles, dicté par les fameuses démocraties occidentales, ne faisant que sanctionner, à l'égard des nations faibles, des violences plus lâches et plus cyniques encore que celles des junkers et du kaiser à Brest-Litowsk. La Ligue des Nations et la politique de l'Entente dans leur ensemble ne font que confirmer ce fait et développer l'action révolutionnaire du prolétariat des pays avancés et des masses laborieuses des pays colonisés ou assujettis, hâtant ainsi la banqueroute des illusions nationales de la petite-bourgeoisie, quant à la possibilité d'un paisible voisinage et d'une égalité véritable des nations, sous le régime capitaliste ;

4^o Il résulte de ce qui précède que la pierre angulaire de la politique de l'Internationale communiste, dans les questions coloniale et nationale, doit être le rapprochement des prolétaires et des travailleurs de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie. Car ce rapprochement est la seule garantie de notre victoire sur le capitalisme, sans laquelle ne peuvent être abolies ni les oppressions nationales, ni l'inégalité ;

5^o La conjoncture politique mondiale actuelle met à l'ordre du jour la dictature du prolétariat ; et tous les événements de la politique mondiale se concentrent inévitablement autour d'un centre de gravité : la lutte de la bourgeoisie internationale contre la République des Soviets, qui doit grouper autour d'elle d'une part les mouvements soviétistes des travailleurs avancés de tous les pays, — de l'autre tous les mouvements émancipateurs nationaux des colonies et des nationalités oppri-

mées qu'une expérience amère a convaincues qu'il n'est pas de salut, pour elles, en dehors d'une alliance avec le prolétariat révolutionnaire et avec le pouvoir soviétiste victorieux de l'impérialisme mondial;

6° On ne peut donc plus se borner à reconnaître ou proclamer le rapprochement des travailleurs de tous les pays. Il est désormais nécessaire de poursuivre la réalisation de l'union la plus étroite de tous les mouvements émancipateurs nationaux et coloniaux avec la Russie des Soviets, en donnant à cette union des formes correspondantes au degré d'évolution du mouvement prolétarien parmi le prolétariat de chaque pays, ou du mouvement émancipateur démocrate bourgeois parmi les ouvriers et les paysans des pays arriérés ou de nationalités arriérées;

7° Le principe fédératif nous apparaît comme une forme transitoire vers l'unité complète des travailleurs de tous les pays. Le principe fédératif a déjà montré pratiquement sa conformité au but poursuivi, tant au cours des relations entre la République Socialiste Fédérative des Soviets russes et les autres républiques des Soviets (hongroise, finlandaise, lettone, par le passé; azerbeïdjane et ukrainienne, présentement), qu'au sein même de la République russe, à l'égard de nationalités qui n'avaient auparavant ni Etat, ni existence autonomes (exemple : les républiques autonomes des Bashkirs et des Tartares, créées en Russie soviétiste en 1919 et 1920);

8° La tâche de l'Internationale communiste est d'étudier et de vérifier l'expérience (et le développement ultérieur) de ces nouvelles fédérations basées sur la forme soviétiste et sur le mouvement soviétiste. Considérant la fédération comme une forme transitoire vers l'unité complète, il nous est nécessaire de tendre à une union fédérative de plus en plus étroite, en tenant compte : 1° de l'impossibilité de défendre, sans la plus étroite union entre elles, les républiques soviétistes entourées d'ennemis impérialistes infiniment supérieurs par leur puissance militaire; 2° de la nécessité d'une étroite union économique des républiques soviétistes, sans laquelle la réédification des forces productrices détruites par l'impérialisme, la sécurité et le bien-être des travailleurs ne peuvent être assurés; 3° de la tendance à la réalisation d'un plan économique universel dont l'application régulière serait contrôlée par le prolétariat de tous les pays, tendance qui s'est manifestée avec évidence sous le régime capitaliste et doit certainement continuer son développement et arriver à la perfection par le régime socialiste;

9° Dans le domaine des rapports sociaux à l'intérieur des Etats constitués, l'Internationale communiste ne peut se borner à la reconnaissance formelle, purement officielle et sans conséquences pratiques, de l'égalité des nations, dont se contentent les démocrates bourgeois qui s'intitulent socialistes.

Il ne suffit pas de dénoncer inlassablement dans toute la propagande et l'agitation des Partis communistes — et du haut de la tribune parlementaire comme en dehors d'elle — les violations constantes du principe de l'égalité des nationalités et des droits des minorités nationales, dans tous les Etats capitalistes (et en dépit de leurs « constitutions » démocratiques); il faut aussi démontrer sans cesse que le gouvernement des Soviets seul peut réaliser l'égalité des nationalités en unissant les prolétaires d'abord, l'ensemble des travailleurs ensuite dans la lutte contre la bourgeoisie; il faut aussi démontrer que le régime des Soviets as-

sure un concours direct, par l'intermédiaire du Parti communiste, à tous les mouvements révolutionnaires des pays dépendants ou lésés dans leurs droits (par exemple, l'Irlande, les noirs d'Amérique, etc...) et des colonies.

Sans cette condition particulièrement importante de la lutte contre l'oppression des pays asservis ou colonisés, la reconnaissance officielle de leur droit à l'autonomie n'est qu'une enseigne mensongère, comme nous le voyons par la II^e Internationale.

10° C'est la pratique habituelle non seulement des partis du centre de la II^e Internationale, mais aussi de ceux qui ont abandonné cette Internationale pour reconnaître l'internationalisme en paroles et pour lui substituer en réalité, dans la propagande, l'agitation et la pratique, le nationalisme et le pacifisme des petits-bourgeois. Cela se voit aussi parmi les partis qui s'intitulent maintenant communistes. La lutte contre ce mal et contre les préjugés petits-bourgeois les plus profondément ancrés (se manifestant sous des formes variées, telles que la haine des races, l'antagonisme national et l'antisémitisme) acquiert une importance d'autant plus grande que le problème de la transformation de la dictature prolétarienne nationale (qui n'existe que dans un pays et qui, par conséquent, est incapable d'exercer une influence sur la politique mondiale) en dictature prolétarienne internationale (celle que réaliseraient au moins plusieurs pays avancés et qui seraient capables d'exercer une influence décisive sur la politique mondiale) devient plus actuel. Le nationalisme petit-bourgeois restreint l'internationalisme à la reconnaissance du principe d'égalité des nations et (sans insister davantage sur son caractère purement verbal) conserve intact l'égoïsme national tandis que l'internationalisme prolétarien exige :

1° La subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays à l'intérêt de cette lutte dans le monde entier;

2° De la part des nations qui ont vaincu la bourgeoisie, le consentement aux plus grands sacrifices nationaux en vue du renversement du capital international. Dans le pays où le capitalisme atteint déjà son développement complet, où existent les partis ouvriers formant l'avant-garde du prolétariat, la lutte contre les déformations opportunistes et pacifistes de l'internationalisme, par la petite-bourgeoisie, est donc un devoir immédiat des plus importants;

11° A l'égard des Etats et des pays les plus arriérés, où prédominent des institutions féodales ou patriarcales-rurales, il convient d'avoir en vue :

1° La nécessité du concours de tous les partis communistes aux mouvements révolutionnaires d'émancipation dans ces pays, concours qui doit être véritablement actif et dont la forme doit être déterminée par le Parti communiste du pays, s'il en existe un. L'obligation de soutenir activement ce mouvement incombe naturellement en premier lieu aux travailleurs de la métropole ou du pays, dans la dépendance financière duquel se trouve le peuple en question;

2° La nécessité de combattre l'influence réactionnaire et moyennageuse du clergé, des missions chrétiennes et autres éléments;

3° Il est aussi nécessaire de combattre le panislamisme, le panasiatisme et autres mouvements similaires qui tâchent d'utiliser la lutte émancipatrice contre l'impérialisme européen et américain pour rendre plus fort le pouvoir des impérialistes turcs et japonais, de

la noblesse, des grands propriétaires fonciers, du clergé, etc...;

4° Il est d'une importance toute spéciale de soutenir le mouvement paysan des pays arriérés contre les propriétaires fonciers, contre les survivances ou les manifestations de l'esprit féodal ; on doit avant tout s'efforcer de donner au mouvement paysan un caractère révolutionnaire, d'organiser partout où il est possible, les paysans et tous les opprimés en Soviets et ainsi de créer une liaison très étroite du prolétariat communiste européen et du mouvement révolutionnaire paysan de l'Orient, des colonies, et des pays arriérés en général ;

5° Il est nécessaire de combattre énergiquement les tentatives faites par des mouvements émancipateurs qui ne sont en réalité ni communistes, ni révolutionnaires, pour arborer les couleurs communistes ; l'Internationale communiste ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, qu'à la condition que les éléments des plus purs partis communistes — et communistes en fait — soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique. L'Internationale communiste doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux, et en conservant toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire ;

6° Il est nécessaire de dévoiler inlassablement aux masses laborieuses de tous les pays, et surtout des pays et des nations arriérées, la duperie organisée par les puissances impérialistes, avec l'aide des classes privilégiées, dans les pays opprimés, lesquelles font semblant d'appeler à l'existence des Etats politiquement indépendants qui, en réalité, sont des vassaux — aux points de vue économique, financier et militaire. Comme exemple frappant des duperies pratiquées à l'égard de la classe des travailleurs dans les pays assujettis par les efforts combinés de l'impérialisme des Alliés et de la bourgeoisie de telle ou telle nation, nous pouvons citer l'affaire des sionistes en Palestine, où, sous prétexte de créer un Etat juif, en ce pays où les juifs sont en nombre insignifiant, le sionisme a livré la population indignée des travailleurs arabes à l'exploitation de l'Angleterre. Dans la conjoncture internationale actuelle, il n'y a pas de salut pour les peuples faibles et asservis hors de la fédération des républiques soviétistes.

10° L'opposition séculaire des petites nations et des colonies par les puissances impérialistes a fait naître, chez les masses laborieuses des pays opprimés, non seulement un sentiment de rancune envers les nations qui oppriment en général, mais encore un sentiment de défiance à l'égard du prolétariat des pays oppresseurs. L'infâme trahison des chefs officiels de la majorité socialiste en 1914-1919, alors que le socialisme chauvin qualifiait du nom de « défense nationale » la défense des « droits » de « sa bourgeoisie » à l'asservissement des colonies et à la mise en coupe réglée des pays financièrement dépendants, n'a pu qu'accroître cette défiance bien légitime. Ces préjugés ne pouvant disparaître qu'après la disparition du capitalisme et de l'impérialisme, dans les pays avancés, et après la transformation radicale de la vie économique des pays arriérés, leur extinction ne peut être que très lente, d'où

le devoir, pour le prolétariat conscient de tous les pays, de se montrer particulièrement circonspect envers les survivances du sentiment national des pays opprimés depuis un temps très long, et de voir aussi de consentir à certaines concessions utiles en vue de hâter la disparition de ces préjugés et de cette défiance. La victoire sur le capitalisme est conditionnée par la bonne volonté d'entente du prolétariat d'abord et, ensuite, des masses laborieuses de tous les pays du monde et de toutes les nations.

B. — THESES SUPPLEMENTAIRES

1° La fixation exacte des relations de l'Internationale communiste et du mouvement révolutionnaire dans les pays qui sont dominés par l'impérialisme capitaliste, en particulier de la Chine, est une des questions les plus importantes pour le 2^e Congrès de l'Internationale communiste. La révolution mondiale entre dans une période pour laquelle une connaissance exacte de ces relations est nécessaire. La grande guerre européenne et ses résultats ont montré très clairement que les masses des pays assujettis en dehors de l'Europe sont liées d'une façon absolue au mouvement prolétarien d'Europe, et que c'est là une conséquence inévitable du capitalisme mondial centralisé ;

2° Les colonies constituent une des principales sources des forces du capitalisme européen.

Sans la possession des grands marchés et des grands territoires d'exploitation dans les colonies, les puissances capitalistes d'Europe ne pourraient pas se maintenir longtemps.

L'Angleterre, forteresse de l'impérialisme, souffre de surproduction depuis plus d'un siècle. Ce n'est qu'en conquérant des territoires coloniaux, marchés supplémentaires pour la vente des produits de surproduction et sources de matières premières pour son industrie croissante, que l'Angleterre a réussi à maintenir, malgré ses charges, son régime capitaliste.

C'est par l'esclavage des centaines de millions d'habitants de l'Asie et de l'Afrique que l'impérialisme anglais est arrivé à maintenir jusqu'à présent le prolétariat britannique sous la domination bourgeoise.

3° La plus-value obtenue par l'exploitation des colonies, est un des appuis du capitalisme moderne. Aussi longtemps que cette source de bénéfices ne sera pas supprimée, il sera difficile à la classe ouvrière de vaincre le capitalisme.

Grâce à la possibilité d'exploiter intensément la main-d'œuvre et les sources naturelles de matières premières des colonies, les nations capitalistes d'Europe ont cherché, non sans succès, à éviter par ces moyens leur banqueroute imminente.

L'impérialisme européen a réussi dans ses propres pays à faire des concessions toujours plus grandes à l'aristocratie ouvrière. Tout en cherchant d'un côté à maintenir les conditions de vie des ouvriers dans les pays asservis à un niveau très bas, il ne recule devant aucun sacrifice et consent à sacrifier la plus-value dans ses propres pays, celle des colonies lui demeurant.

4° La suppression par la révolution prolétarienne de la puissance coloniale de l'Europe renversera le capitalisme européen. La révolution prolétarienne et la révolution des colonies doivent concourir, dans une certaine mesure, à l'issue victorieuse de la lutte. L'Internationale Communiste doit donc étendre le cercle de son activité,

Elle doit nouer des relations avec les forces révolutionnaires qui sont à l'œuvre pour la destruction de l'impérialisme dans les pays économiquement et politiquement dominés;

5° L'Internationale communiste concentre la volonté du prolétariat révolutionnaire mondial. Sa tâche est d'organiser la classe ouvrière du monde entier pour le renversement de l'ordre capitaliste et l'établissement du communisme.

L'Internationale communiste est un instrument de lutte qui a pour tâche de grouper toutes les forces révolutionnaires du monde.

La II^e Internationale, dirigée par un groupe de politiciens et pénétrée de conceptions bourgeoises, n'a donné aucune importance à la question coloniale. Le monde n'existait pour elle que dans les limites de l'Europe. Elle n'a pas vu la nécessité de rattacher le mouvement révolutionnaire des autres continents. Au lieu de prêter une aide matérielle et morale au mouvement révolutionnaire des colonies, les membres de la II^e Internationale sont eux-mêmes devenus impérialistes.

6° L'impérialisme étranger qui pèse sur les peuples orientaux, les a empêchés de se développer socialement et économiquement, simultanément avec les classes de l'Europe et de l'Amérique.

Grâce à la politique impérialiste qui a entravé le développement industriel des colonies, une classe prolétarienne dans le sens propre de ce mot n'a pas pu y surgir, bien que, dans ces derniers temps, les métiers indigènes aient été détruits par la concurrence des produits des industries centralisées des pays impérialistes.

La conséquence en a été que la grosse majorité du peuple s'est trouvée rejetée dans la campagne et obligée de s'y consacrer au travail agricole et à la production de matières premières pour l'exportation.

La conséquence en a été une rapide concentration de la propriété agraire dans les mains soit des gros propriétaires fonciers, soit du capital financier, soit de l'Etat. De cette manière s'est créée une masse puissante de paysans sans terre. Et la grande masse de la population a été maintenue dans l'ignorance.

Le résultat de cette politique est que, dans ceux d'entre ces pays où l'esprit révolutionnaire se manifeste, il ne trouve son expression que dans la classe moyenne cultivée.

La domination étrangère entrave le libre développement des forces économiques. C'est pourquoi sa destruction est le premier pas de la révolution dans les colonies et c'est pourquoi l'aide apportée à la destruction de la domination étrangère dans les colonies n'est pas, en réalité, une aide apportée au mouvement nationaliste de la bourgeoisie indigène, mais l'ouverture du chemin pour le prolétariat opprimé lui-même.

7° Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois; l'autre est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation.

Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments

de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies.

L'une des plus grandes tâches à cette fin est la formation de partis communistes qui organisent les ouvriers et les paysans et les conduisent à la révolution et à l'établissement de la République soviétiste.

8. Les forces du mouvement d'émancipation dans les colonies ne sont pas limitées au petit cercle du nationalisme bourgeois démocratique. Dans la plupart des colonies il y a déjà un mouvement social-révolutionnaire ou des partis communistes en relation étroite avec les masses ouvrières. Les relations de l'Internationale communiste avec le mouvement révolutionnaire des colonies doivent servir ces partis ou ces groupes, car ils sont l'avant-garde de la classe ouvrière. S'ils sont faibles aujourd'hui, ils représentent cependant la volonté des masses et les masses les suivront dans la voie révolutionnaire. Les partis communistes des différents pays impérialistes doivent travailler en contact avec ces partis prolétariens dans les colonies et leur prêter une aide matérielle et morale.

9° La révolution dans les colonies, dans son premier stade, ne peut pas être une révolution communiste, mais si dès son début, la direction est aux mains d'une avant-garde communiste, les masses ne seront pas égares et dans les différentes périodes du mouvement leur expérience révolutionnaire ne fera que grandir.

Ce serait certainement une grosse erreur que vouloir appliquer immédiatement dans les pays orientaux à la question agraire, les principes communistes. Dans son premier stade la révolution dans les colonies doit avoir un programme comportant des réformes petites-bourgeoises, telles que la répartition des terres. Mais il n'en découle pas nécessairement que la direction de la révolution doive être abandonnée à la démocratie bourgeoise. Le parti prolétarien doit au contraire développer une propagande puissante et systématique en faveur des Soviets, et organiser des Soviets de paysans et d'ouvriers. Ces Soviets devront travailler en étroite collaboration avec les républiques soviétistes des pays capitalistes avancés pour atteindre à la victoire finale sur le capitalisme dans le monde entier.

Ainsi les masses des pays arriérés, conduites par le prolétariat conscient des pays capitalistes développés, arriveront au communisme sans passer par les différents stades du développement capitaliste.



THÈSES sur la question agraire

1° Le prolétariat industriel des villes, dirigé par le Parti communiste, peut seul libérer les masses laborieuses des campagnes du joug des capitalistes et des propriétaires fonciers, de la désorganisation économique et des guerres impérialistes, qui recommenceront inévitablement si le régime capitaliste subsiste. Les masses laborieuses des campagnes ne pourront être libérées qu'à condition de prendre fait et cause pour le prolétariat communiste et de l'aider sans réserve dans sa lutte révolutionnaire pour le renversement du régime d'oppression des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

D'un autre côté, le prolétariat industriel ne pourra

s'acquitter de sa mission historique mondiale, qui est l'émancipation de l'humanité du joug du capitalisme et des guerres, s'il se renferme dans les limites de ses intérêts particuliers et corporatifs et se borne placidement aux démarches et aux efforts tendant à l'amélioration de sa situation bourgeoise parfois très satisfaisante. C'est ainsi que se passent les choses dans nombre des pays avancés où existe une « aristocratie ouvrière », fondement des partis soi-disant socialistes de la II^e Internationale, mais en réalité ennemis mortels du socialisme, traîtres envers sa doctrine, bourgeois chauvins et agents des capitalistes parmi les travailleurs. Le prolétariat ne pourra jamais être une force révolutionnaire active, une classe agissant dans l'intérêt du socialisme, s'il ne se conduit pas comme une avant-garde du peuple laborieux qu'il exploite, s'il ne se comporte pas comme le chef de guerre à qui incombe la mission de le conduire à l'assaut des exploiters; mais jamais cet assaut ne réussira si les campagnes ne participent à la lutte des classes, si la masse des paysans laborieux ne se joint au parti communiste prolétarien des villes et si, enfin, ce dernier ne l'instruit pas.

2° La masse des paysans laborieux que l'on exploite et que le prolétariat des villes doit conduire au combat, ou, tout au moins, gagner à sa cause, est représentée, dans tous les pays capitalistes, par :

1) Le prolétariat agricole composé de journaliers ou valets de ferme, embauchés à l'année, à terme ou à la journée, et qui gagnent leur vie par leur travail salarié dans les diverses entreprises capitalistes d'économie rurale et industrielle. L'organisation de ce prolétariat en une catégorie distincte et indépendante des autres groupes de la population des campagnes (au point de vue politique, militaire, professionnel, coopératif, etc...) une propagande intense dans ce milieu, destinée à les amener au pouvoir soviétique et à la dictature du prolétariat, telle est la tâche fondamentale des partis communistes dans tous les pays;

2) Les demi-prolétaires ou les paysans, travaillant en qualité d'ouvriers embauchés dans diverses entreprises agricoles, industrielles ou capitalistes, ou cultivant le lopin de terre qu'ils possèdent ou louent et qui ne leur rapporte que le minimum nécessaire pour assurer l'existence de leur famille. Cette catégorie de travailleurs ruraux est très nombreuse dans les pays capitalistes; les représentants de la bourgeoisie et les « socialistes » jaunes de la II^e Internationale, cherchent à dissimuler ses conditions d'existence véritables, particulièrement la situation économique; tantôt en trompant sciemment les ouvriers, tantôt par suite de leur propre aveuglement, qui provient des idées routinières de la bourgeoisie; ils confondent volontiers ce groupe avec la grande masse des « paysans ». Cette manœuvre, foncièrement bourgeoise, en vue de duper les ouvriers, est surtout pratiquée en Allemagne, en France, en Amérique, et dans quelques autres pays. En organisant bien le travail du Parti communiste, ce groupe social pourra devenir un fidèle soutien du communisme, car la situation de ces demi-prolétaires est très précaire et l'adhésion leur vaudra des avantages énormes et immédiats.

Dans certains pays, il n'existe pas de distinction claire entre ces deux premiers groupes; il serait donc loisible, suivant les circonstances, de leur donner une organisation commune;

3) Les petits propriétaires, les petits fermiers qui pos-

sèdent ou louent de petits lopins de terre et peuvent satisfaire aux besoins de leur ménage et de leur famille sans embaucher des travailleurs salariés. Cette catégorie de ruraux a beaucoup à gagner à la victoire du prolétariat; le triomphe de la classe ouvrière donne aussitôt à chaque représentant de ce groupe les biens et les avantages qui suivent :

a) Non-paiement du prix du bail et abolition du métayage (il en serait ainsi en France, en Italie, etc...) payés jusqu'à présent aux grands propriétaires fonciers;

b) Abolition des dettes hypothécaires;

c) Emancipation de l'oppression économique exercée par les grands propriétaires fonciers, laquelle se présente sous les aspects les plus divers (droit d'usage des bois et forêts, de friches, etc...);

d) Secours agricole spécial et financier immédiat du pouvoir prolétarien, notamment secours en outillage agricole; octroi de construction se trouvant sur le territoire de vastes domaines capitalistes expropriés par le prolétariat, transformation immédiate par le gouvernement prolétarien de toutes les coopératives rurales et des compagnies agricoles, qui n'étaient avantageuses sous le régime capitaliste qu'aux paysans riches et aisés, en organisations économiques ayant pour but de secourir, en premier lieu, la population pauvre, c'est-à-dire les prolétaires, les demi-prolétaires et les paysans pauvres.

Le Parti communiste doit aussi comprendre que pendant la période de transition du capitalisme au communisme, c'est-à-dire pendant la dictature du prolétariat, cette catégorie de la population rurale manifesterait des hésitations plus ou moins sensibles et un certain penchant à la liberté du commerce et à la propriété privée; car, nombre de ceux qui la composent faisant, au moins dans une petite mesure, le commerce des articles de première nécessité, sont déjà démoralisés par la spéculation et par leurs habitudes de propriété. Si, cependant, le gouvernement prolétarien réalise, dans cette question, une politique ferme et inexorable, et si le prolétariat vainqueur écrase sans merci les gros propriétaires fonciers et les paysans aisés, ces hésitations ne sauront être de longue durée et ne pourront modifier ce fait indubitable qu'en fin de compte le groupe dont il s'agit sympathise avec la révolution prolétarienne.

3° Ces trois catégories de la population rurale, prises ensemble, forment, dans tous les pays capitalistes, la majorité de la population. Le succès d'un coup d'Etat prolétarien, tant dans les villes que dans les villages, peut donc être considéré comme indiscutable et certain. L'opinion opposée est cependant très en faveur dans la société actuelle. En voici les raisons : elle ne se maintient qu'à force d'agissements trompeurs de la science : 1° de la statistique bourgeoise qui cherche à voiler par tous les moyens en son pouvoir l'insondable abîme qui sépare ces classes rurales de leurs exploiters, les propriétaires fonciers et les capitalistes, ainsi que les demi-prolétaires et les paysans pauvres des paysans aisés; 2° cette opinion persiste grâce à la maladresse des héros de la II^e Internationale jaune et de « l'aristocratie ouvrière » dépravée par les privilèges impérialistes, et à la mauvaise volonté qu'ils mettent à faire, parmi les paysans pauvres, une propagande prolétarienne et révolutionnaire vigoureuse et un bon travail d'organisation; les opportunistes employaient et emploient toujours leurs efforts à imagi-

ner diverses variétés d'accord pratiques et théoriques avec la bourgeoisie, y compris les paysans riches et aisés, et ne pensent nullement au renversement révolutionnaire du gouvernement bourgeois et de la bourgeoisie elle-même; 3° enfin, l'opinion dont il s'agit se maintient jusqu'ici grâce à un préjugé opiniâtre et, pour ainsi dire, inébranlable, parce qu'il se trouve étroitement uni à tous les autres préjugés du parlementarisme et de la bourgeoisie démocratique; ce préjugé consiste dans la non-compréhension d'une vérité parfaitement démontrée par le marxisme théorique et suffisamment prouvée par l'expérience de la révolution prolétarienne russe; cette vérité est que les trois catégories de la population rurale dont nous avons parlé, abruties, désunies, opprimées et vouées, dans les pays même les plus civilisés, à une existence demibarbare, ont, par conséquent, un intérêt économique, social et intellectuel à la victoire du socialisme, mais ne peuvent néanmoins appuyer vigoureusement le prolétariat révolutionnaire qu'après la conquête du pouvoir politique, lorsqu'il aura fait justice des gros propriétaires fonciers et capitalistes mettant ainsi les masses rurales dans l'obligation de constater qu'elles ont, en lui, un chef et défenseur organisé, assez puissant pour les diriger et leur montrer la bonne voie.

4° Les « paysans moyens » sont au point de vue économique de petits propriétaires ruraux qui possèdent ou prennent à terme, eux aussi, des lopins de terre peu considérables sans doute, mais leur permettant quand même, sous le régime capitaliste, non seulement de nourrir leur famille et d'entretenir en bon état leur petite propriété rurale, mais de réaliser encore un excédent de bénéfices, pouvant, tout au moins dans les années de bonne récolte, être transformés en économies relativement importantes; ces paysans embauchent assez souvent des ouvriers (par exemple deux ou trois ouvriers par entreprises) dont ils ont besoin pour toutes sortes de travaux. On pourrait citer ici l'exemple concret de « paysans moyens » d'un pays capitaliste avancé : ceux de l'Allemagne. Il y avait, en Allemagne, d'après le recensement de 1907, une catégorie de propriétaires ruraux possédant chacun de cinq à dix hectares, dans les propriétés desquels le nombre des ouvriers embauchés s'élevait presque au tiers du chiffre total des travailleurs des champs (1). En France, où les cultures spéciales, comme la viticulture, sont plus développées, et où la terre demande beaucoup plus d'effort et de soins, les propriétés rurales de cette catégorie emploient probablement un nombre plus important de travailleurs salariés.

Pour son avenir le plus rapproché et pour toute la première période de sa dictature, le prolétariat révolutionnaire ne peut pas se donner comme tâche la conquête politique de cette catégorie rurale et doit se borner à sa neutralisation, dans la lutte qui se livre entre le prolétariat et la bourgeoisie. Le penchant de cette couche de la population tantôt vers un parti po-

litique, tantôt vers un autre, est inévitable et, probablement, sera-t-il au commencement de la nouvelle époque et dans les pays foncièrement capitalistes, favorable à la bourgeoisie. Tendance d'ailleurs fort naturelle, l'esprit de propriété privée jouant chez elle un rôle prépondérant. Le prolétariat vainqueur améliorera immédiatement la situation économique de cette couche de la population en supprimant le système du bail, les dettes hypothécaires et en introduisant dans l'agriculture l'usage des machines et l'emploi de l'électricité. Cependant, dans la plupart des pays capitalistes, le pouvoir prolétarien ne devra pas abolir sur le champ et complètement le droit de propriété privée, mais il devra affranchir cette classe de toutes les obligations et impositions auxquelles elle est sujette de la part des propriétaires fonciers; le pouvoir soviétiste assurera aux paysans pauvres et d'aisance moyenne la possession de leurs terres, dont il cherchera même à augmenter la superficie, en mettant les paysans en possession de terres qu'ils affermaient autrefois (abolition du fermage).

Toutes ces mesures, suivies d'une lutte sans merci contre la bourgeoisie, assureront le succès complet de la politique de neutralisation. C'est avec la plus grande circonspection que le pouvoir prolétarien doit passer à l'agriculture collectiviste, progressivement, à force d'exemples, et sans la moindre mesure de coercition à l'égard des paysans « moyens ».

5° Les paysans riches et aisés sont les entrepreneurs capitalistes de l'agriculture; ils cultivent habituellement leurs terres avec le concours des travailleurs salariés et ne sont rattachés à la classe paysanne que par leur développement intellectuel très restreint, par leur vie rustique et par le travail personnel qu'ils font en commun avec les ouvriers qu'ils embauchent. Cette couche de la population rurale est très nombreuse et représente en même temps l'adversaire le plus invétéré du prolétariat révolutionnaire. Aussi, tout le travail politique des partis communistes dans les campagnes doit-il se concentrer dans la lutte contre cet élément, pour émanciper la majorité de la population rurale laborieuse et exploitée, de l'influence morale et politique, si pernicieuse, de ces exploiters ruraux.

Il est bien possible que, dès la victoire du prolétariat dans les villes, ces éléments aient recours à des actes de sabotage et même à des prises d'armes, manifestement contre-révolutionnaires. Aussi, le prolétariat révolutionnaire devra-t-il commencer sur-le-champ la préparation intellectuelle et organisatrice de toutes les forces dont il aura besoin pour les désarmer et pour leur porter, tandis qu'il renversera le régime capitaliste et industriel, le coup de grâce. A cet effet, le prolétariat révolutionnaire des villes devra armer ses alliés ruraux et organiser, dans tous les villages des soviets où nul exploiteur ne sera admis et où les prolétaires et les demi-prolétaires seront appelés à jouer le rôle prépondérant. Même dans ce cas cependant, la tâche immédiate du prolétariat vainqueur ne devra pas comporter l'expropriation des grandes propriétés paysannes, parce qu'à ce moment même les conditions matérielles et, en partie, techniques et sociales, nécessaires à la socialisation des grandes propriétés, ne seront pas encore réalisées. Tout porte à croire que, dans certains cas isolés, des terres affermées ou strictement nécessaires aux paysans pauvres du voisinage seront confisquées; on accordera également à ces derniers, l'usage gratuit, à certaines conditions toutefois, d'une partie de l'outillage agricole des propriétaires ru-

(1) Voici quelques chiffres exacts : Allemagne : propriétés rurales de 5 à 10 hectares, employant des ouvriers embauchés — 652.798 (sur 5.736.082), ouvriers salariés — 487.764, ouvriers mariés — 2.003.633. Autriche (recensement de 1910) — 383.351 propriétés rurales, dont 126.136 employant des travailleurs embauchés; ouvriers salariés — 146.044, ouvriers mariés — 1.265.969. Le nombre total des fermes en Autriche s'élève à 2.856.349.

raux riches ou aisés. Mais, en règle générale, le pouvoir prolétarien devra laisser leurs terres aux paysans riches et aisés et ne s'en emparer que dans le cas d'une opposition manifeste à la politique et aux prescriptions du pouvoir des travailleurs. Cette ligne de conduite est nécessaire, l'expérience de la révolution prolétarienne russe, où la lutte contre les paysans riches et aisés traîne en longueur dans des conditions très complexes, ayant démontré que ces éléments de la population rurale, douloureusement frappés pour toutes leurs tentatives de résistance, même les moindres, sont pourtant capables de s'acquitter loyalement des travaux que leur confie l'Etat prolétarien et commencent même, quoique très lentement, à se pénétrer de respect envers le pouvoir qui défend tout travailleur et écrase impitoyablement le riche oisif.

Les conditions spéciales qui ont compliqué et retardé la lutte du prolétariat russe, vainqueur de la bourgeoisie, contre les paysans riches, dérivait uniquement du fait qu'après l'événement du 25 octobre 1917, la révolution russe avait traversé une phase « démocratique » — c'est-à-dire, au fond, bourgeoisie démocratique, — de lutte des paysans contre les propriétaires fonciers; on doit encore ces conditions spéciales à la faiblesse numérique et à l'état arriéré du prolétariat des villes et, enfin, à l'immensité du pays et au délabrement de ses voies de communication. Mais les pays avancés de l'Europe et de l'Amérique ignorent toutes ces causes de retard, et c'est pourquoi leur prolétariat révolutionnaire doit briser plus énergiquement, plus rapidement, avec plus de décision et beaucoup plus de succès, la résistance des paysans riches et aisés et leur ôter, à l'avenir, toute possibilité d'opposition. Cette victoire de la masse des prolétaires, des demi-prolétaires et des paysans, est absolument indispensable, et tant qu'elle n'aura pas été remportée, le pouvoir prolétarien ne pourra se considérer comme une autorité stable et ferme.

6° Le prolétariat révolutionnaire doit confisquer immédiatement et sans réserve toutes les terres appartenant aux grands propriétaires fonciers, c'est-à-dire à toutes les personnes exploitant systématiquement, dans les pays capitalistes, que ce soit de façon directe ou par l'entremise de leurs fermiers, les travailleurs salariés, les paysans pauvres et même, assez souvent, les paysans moyens de la région, à tous les propriétaires qui ne participent aucunement au travail physique — dans la plupart des cas, descendants des barons féodaux (nobles de Russie, d'Allemagne et de Hongrie, seigneurs restaurés de France, lords anglais, anciens possesseurs d'esclaves en Amérique), magnats de la haute finance ou, enfin, ceux qui sont issus de ces deux catégories d'exploiteurs et de fainéants.

Les partis communistes doivent s'opposer énergiquement à l'idée d'accorder une indemnité aux grands propriétaires fonciers expropriés et lutter contre toute propagande en ce sens; les partis communistes ne doivent pas oublier que le versement d'une semblable indemnité serait une trahison envers le socialisme et une contribution nouvelle imposée aux masses exploitées, accablées par le fardeau de la guerre qui a multiplié le nombre des millionnaires et a accru leurs fortunes.

(1) Il sera bon de favoriser la création de domaines administrés par des collectivités (Communes).

Dans les pays capitalistes avancés l'Internationale communiste estime qu'il serait bon et pratique de maintenir intactes les grandes propriétés agricoles et de les exploiter de la même façon que les « propriétés soviétiques » russes (1).

Quant à la culture des terres enlevées par le prolétariat vainqueur aux grands propriétaires fonciers, en Russie, elles étaient jusqu'à présent partagées entre les paysans; c'est que le pays est très arriéré au point de vue économique. Dans des cas très rares le gouvernement prolétarien russe a maintenu en son pouvoir des propriétés rurales dites « soviétiques » et que l'Etat prolétarien exploite lui-même, en transformant les anciens ouvriers salariés en « délégués de travail » ou en membres de soviets.

La conservation des grands domaines sert mieux les intérêts des éléments révolutionnaires de la population, surtout des agriculteurs qui ne possèdent point de terres, des demi-prolétaires et des petits propriétaires qui vivent souvent de leur travail dans les grandes entreprises. En outre, la nationalisation des grands domaines rend la population urbaine moins dépendante à l'égard des campagnes au point de vue du ravitaillement.

Là où subsistent encore des vestiges du système féodal, où les privilèges des propriétaires fonciers engendrent des formes spéciales d'exploitation, où l'on voit encore le « servage » et le « métayage », il est nécessaire de remettre aux paysans une partie du sol des grands domaines.

Dans les pays où les grands domaines sont en nombre insignifiant, où un grand nombre de petits tenants demandent des terres, la distribution des grands domaines en lots peut être un sûr moyen pour gagner les paysans à la révolution, alors que la conservation de ces quelques grands domaines ne serait d'aucun intérêt pour les villes, au point de vue du ravitaillement.

La première et la plus importante tâche du prolétariat est de s'assurer une victoire durable. Le prolétariat ne doit pas redouter une baisse de la production, si cela est nécessaire, pour le succès de la révolution. Ce n'est qu'en maintenant la classe moyenne des paysans dans la neutralité et en s'assurant l'appui de la majorité, si ce n'est de la totalité, des prolétaires des campagnes, que l'on pourra assurer au pouvoir prolétarien une existence durable.

Toutes les fois que les terres des grands propriétaires fonciers seront distribuées, les intérêts du prolétariat agricole devront passer avant tout.

Tout l'outillage agricole et technique des grandes propriétés foncières et rurales doit être confisqué et remis à l'Etat, à condition toutefois, qu'après la distribution de cet outillage, en quantité suffisante, aux grandes propriétés rurales de l'Etat, les petits paysans en puissent profiter gratuitement, en se conformant aux règlements élaborés à ce sujet par le pouvoir prolétarien.

Si, tout au commencement de la révolution prolétarienne, la confiscation immédiate des grandes propriétés foncières, ainsi que l'expulsion ou l'internement de leurs propriétaires, leaders de la contre-révolution et oppresseurs impitoyables de toute la population rurale, sont absolument nécessaires, — le pouvoir prolétarien doit tendre systématiquement, au fur et à mesure de la consolidation de sa position dans les villes et les campagnes, à l'utilisation des forces de cette classe, qui possède une expérience précieuse des con-

naissances et des capacités organisatrices, pour créer avec son concours, et sous le contrôle de communistes éprouvés, une vaste agriculture soviétiste.

7° Le socialisme ne vaincra définitivement le capitalisme et ne sera à jamais affermi qu'au moment où le pouvoir gouvernemental prolétarien, ayant réprimé toute résistance des exploiters et assuré son autorité, aura réorganisé toute l'industrie sur la base d'une nouvelle production collectiviste et sur un nouveau fondement technique (application générale de l'énergie électrique dans toutes les branches de l'agriculture et de l'économie rurale). Cette réorganisation seule peut donner aux villes la possibilité d'offrir aux campagnes arriérées une aide technique et sociale susceptible de déterminer un accroissement extraordinaire de la productivité du travail agricole et rural et d'engager, par l'exemple, les petits laboureurs à passer, dans leur propre intérêt, progressivement, à une culture collectiviste mécanique.

C'est précisément dans les campagnes que la possibilité d'une lutte victorieuse pour la cause socialiste exige de la part de tous les partis communistes un effort pour susciter, parmi le prolétariat industriel, le sentiment de la nécessité des sacrifices à consentir pour le renversement de la bourgeoisie et pour la consolidation du pouvoir prolétarien; chose absolument nécessaire parce que la dictature du prolétariat signifie qu'il sait organiser et conduire les travailleurs exploités et que son avant-garde est toujours prête, pour atteindre ce but, au maximum d'efforts héroïques et de sacrifices; en outre, pour remporter la victoire définitive, le socialisme exige que les masses laborieuses les plus exploitées des campagnes puissent voir, dès la victoire des ouvriers, leur situation presque immédiatement améliorée aux dépens des exploiters; s'il n'en était pas ainsi, le prolétariat industriel ne pourrait pas compter sur l'appui des campagnes et ne pourrait pas, de ce fait, assurer le ravitaillement des villes.

8° Les difficultés énormes que présentent l'organisation et la préparation à la lutte révolutionnaire de la masse des travailleurs ruraux que le régime capitaliste avait abrutis, éparpillés et asservis, à peu près autant qu'au moyen-âge, exige de la part des partis communistes, la plus grande attention envers le mouvement gréviste rural, l'appui vigoureux et le développement intense des grèves de masses de prolétaires et des demi-prolétaires ruraux. L'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917, confirmée et complétée actuellement par celle de la révolution allemande et d'autres pays avancés, prouve que seul le mouvement gréviste, progressant sans cesse (avec la participation, dans certaines conditions, des « petits paysans ») peut tirer les villages de leur léthargie, réveiller chez les paysans la conscience de classe et le sentiment de la nécessité d'une organisation de classes des masses rurales exploitées et montrer clairement aux habitants de la campagne l'importance pratique de leur union avec les travailleurs des villes. A ce point de vue, la création de syndicats ouvriers agricoles et la collaboration des communistes dans les organisations d'ouvriers agricoles et forestiers sont de la plus haute importance. Les communistes doivent particulièrement soutenir les organisations formées par la population agricole étroitement liée au mouvement ouvrier révolutionnaire. Une propagande énergique doit être faite parmi les paysans prolétaires.

Le Congrès de l'Internationale communiste flétrit et condamne sévèrement les socialistes félons et traîtres que l'on trouve malheureusement, non seulement au sein de la II^e Internationale jaune, mais aussi parmi les trois partis européens les plus importants, sortis de cette Internationale; le congrès voue à la honte les socialistes capables non seulement de considérer d'un œil indifférent le mouvement gréviste rural, mais encore de lui résister (comme K. Kautsky), de peur qu'il n'en résulte une réduction du ravitaillement. Tous les programmes et toutes les déclarations les plus solennels n'ont aucune valeur, s'il n'est possible de prouver pratiquement que les communistes et les leaders ouvriers savent mettre au-dessus de toutes choses le développement de la révolution prolétarienne et sa victoire, savent consentir pour elle aux sacrifices les plus pénibles, parce qu'il n'est pas d'autres issues, pas d'autres moyens pour vaincre la famine et la désorganisation économique et pour conjurer de nouvelles guerres impérialistes.

9° Les partis communistes doivent faire tout ce qui dépend d'eux pour commencer au plus tôt l'organisation des soviets dans les campagnes et en premier lieu, des soviets qui représenteraient des travailleurs salariés et les demi-prolétaires. Ce n'est qu'en coopération étroite avec le mouvement gréviste des masses et avec la classe la plus opprimée que les soviets seront à même de s'acquitter de leur mission et deviendront assez forts pour soumettre à leur influence (et les incorporer par la suite) les « petits paysans ». Si cependant le mouvement gréviste n'est pas encore assez développé et la capacité d'organisation du prolétariat rural est encore trop faible, tant à cause de l'oppression des propriétaires fonciers et des paysans riches, que de l'insuffisance de l'appui fourni par les ouvriers industriels et par leurs syndicats, la création des soviets dans les campagnes demande une longue préparation; elle doit être faite par la création des foyers communistes, par une propagande active, en termes clairs et nets, des aspirations communistes que l'on expliquera à force d'exemples illustrant les diverses méthodes d'exploitation et d'oppression, et enfin au moyen de tournées de propagande systématiques des travailleurs industriels dans les campagnes.



LE PARTI COMMUNISTE et le parlementarisme

I. — LA NOUVELLE EPOQUE ET LE NOUVEAU PARLEMENTARISME

L'attitude des partis socialistes à l'égard du parlementarisme consistait à l'origine, à l'époque de la Première Internationale, à utiliser les Parlements bourgeois pour l'agitation. On envisagerait la participation à l'action parlementaire du point de vue du développement de la conscience de classe, c'est-à-dire de l'éveil de l'hostilité des classes prolétariennes contre les classes dirigeantes. Cette attitude se modifia non sous l'influence d'une théorie, mais sous celle du progrès politique. Par suite de l'augmentation incessante des forces productrices et de l'élargissement du domaine de

l'exploitation capitaliste, le capitalisme et, avec lui, les Etats parlementaires acquièrent une stabilité durable.

De là l'adaptation de la tactique parlementaire des partis socialistes à l'action législative « organique » des Parlements bourgeois et l'importance toujours croissante de la lutte pour l'introduction des réformes dans les cadres du capitalisme, la prédominance du programme minimum des partis socialistes, la transformation du programme maximum en une plate-forme destinée aux discussions sur un « but final » éloigné. Sur cette base se développèrent l'arri-visme parlementaire, la corruption, la trahison ouverte ou camouflée des intérêts primordiaux de la classe ouvrière.

L'attitude de la III^e Internationale envers le parlementarisme n'est pas déterminée par une nouvelle doctrine, mais par la modification du rôle du parlementarisme même. A l'époque précédente, le Parlement, instrument du capitalisme en voie de développement, a, dans un certain sens, travaillé pour le progrès historique. Dans les conditions actuelles, caractérisées par le déchaînement de l'impérialisme, le Parlement est devenu un instrument de mensonge, de fraude, de violences, de destruction, des actes de brigandage, œuvres de l'impérialisme, les réformes parlementaires, dépourvues d'esprit de suite et de stabilité et conçues sans plan d'ensemble, ont perdu toute importance pratique pour les masses laborieuses.

Le parlementarisme a perdu sa stabilité de même que toute la société bourgeoise. La transition de la période organique à la période critique crée une nouvelle base à la tactique du prolétariat dans le domaine parlementaire. C'est ainsi que le parti ouvrier russe (le parti bolchévik) détermina déjà les bases du parlementarisme révolutionnaire à l'époque antérieure, la Russie ayant perdu depuis 1905 son équilibre politique et social et étant entrée dès lors dans une période de tourmentes et de bouleversements.

Quand des socialistes, aspirant au communisme, soulignent que l'heure de la révolution n'est pas encore venue dans leurs pays et se refusent à se séparer des opportunistes parlementaires, ils procèdent, au fond, d'une représentation, consciente ou inconsciente, de la période qui s'ouvre considérée comme une période de stabilité relative de la société impérialiste et pensent pour cette raison qu'une collaboration avec les Turati et les Longuet peut donner sur cette base des résultats pratiques dans la lutte pour les réformes.

Le communisme doit prendre pour point de départ l'étude théorique de notre époque (apogée du capitalisme, tendances de l'impérialisme à sa propre négation et à sa propre destruction, aggravation continue de la guerre civile, etc...). Les formes des relations politiques et des groupements peuvent différer dans les divers pays, mais le fond des choses reste le même partout : il s'agit pour nous de la préparation immédiate, politique et technique, du soulèvement prolétarien qui doit détruire le pouvoir bourgeois et établir le nouveau pouvoir prolétarien.

Pour les communistes, le Parlement ne peut être en aucun cas, à l'heure actuelle, le théâtre d'une lutte pour des réformes et pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, comme il arriva à certains moments, à l'époque antérieure. Le centre de gravité de la vie politique actuelle est complètement définitivement sorti du Parlement. D'autre part, la bourgeoisie est obligée, par ses rapports avec les masses

laborieuses et aussi par suite des rapports complexes existant au sein des classes bourgeoises, de faire approuver de diverses façons certaines de ses actions par le Parlement, où les coteries se disputent le pouvoir, manifestent leurs forces et leurs faiblesses, se compromettent, etc...

Aussi le devoir historique immédiat de la classe ouvrière est-il d'arracher ces appareils aux classes dirigeantes, de les briser, de les détruire et de leur substituer les nouveaux organes du pouvoir prolétarien. L'état-major révolutionnaire de la classe ouvrière est d'ailleurs profondément intéressé à avoir dans les institutions parlementaires de la bourgeoisie des éclaireurs qui faciliteront son œuvre de destruction. On voit clairement dès lors la différence essentielle entre la tactique des communistes allant au Parlement à des fins révolutionnaires, et celle du parlementarisme-socialiste qui commence par reconnaître la stabilité relative, la durée indéfinie du régime. Le parlementarisme socialiste se donne pour tâche d'obtenir à tout prix des réformes ; il est intéressé à ce que chaque conquête soit mise par les masses au compte du parlementarisme socialiste (Turati, Longuet et Cie).

Le vieux parlementarisme d'adaptation est remplacé par un parlementarisme nouveau, qui est « l'un des moyens de détruire le parlementarisme en général. Mais les traditions écœurantes de l'ancienne tactique parlementaire rapprochent certains éléments révolutionnaire des antiparlementaires par principe (les I. W. W., les syndicalistes révolutionnaires, le Parti ouvrier communiste d'Allemagne).

Considérant cette situation, le II^e Congrès de l'Internationale communiste arrive aux conclusions suivantes :

II. — LE COMMUNISME. LA LUTTE POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT ET « POUR L'UTILISATION » DU PARLEMENT BOURGEOIS

I

1^o Le parlementarisme de gouvernement est devenu la forme « démocratique » de la domination de la bourgeoisie, à laquelle il faut, à un moment donné de son développement, une fiction de représentation populaire exprimant en apparence la « volonté du peuple » et non celle des classes, mais constituant en réalité, aux mains du Capital régnant, un instrument de coercition et d'oppression ;

2^o Le parlementarisme est une forme déterminée de l'Etat. Aussi ne convient-il en aucune façon à la société communiste, qui ne connaît ni classes, ni lutte de classe, ni pouvoir gouvernemental d'aucune sorte ;

3^o Le parlementarisme ne peut pas être non plus la forme du gouvernement « prolétarien » dans la période de transition de la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat. Au moment le plus grave de la lutte de classe, lorsque celle-ci se transforme en guerre civile, le prolétariat doit bâtir inévitablement sa propre organisation gouvernementale, considérée comme une organisation de combat dans laquelle les représentants des anciennes classes dominantes ne seront pas admis ; toute fiction de *volonté populaire* est, au cours de cette phase, nuisible au prolétariat ; celui-ci n'a nul besoin de la séparation parle-

mentaire des pouvoirs, qui ne pourrait que lui être néfaste; la République des Soviets est la forme de la dictature du prolétariat;

4° Les Parlements bourgeois, constituant un des principaux appareils de la machine gouvernementale de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois, en général. La tâche du prolétariat consiste à faire sauter la machine gouvernementale de la bourgeoisie, à la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des Républiques ou celles des monarchies constitutionnelles;

5° Il en est de même des institutions municipales ou communales de la bourgeoisie, qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes gouvernementaux. A la vérité, elles font aussi partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie : elles doivent être détruites par le prolétariat révolutionnaire et remplacées par les Soviets de députés ouvriers;

6° Le communisme se refuse donc à voir dans le parlementarisme une des formes de la société future ; il se refuse à y voir la forme de la dictature de classe du prolétariat ; il nie la possibilité de la conquête durable des Parlements ; il se donne pour but l'abolition du parlementarisme. *Il ne peut dès lors être question de l'utilisation des institutions gouvernementales bourgeoises qu'en vue de leur destruction.* C'est dans ce sens et uniquement dans ce sens que la question put être posée;

II

7. Toute lutte de classe est une lutte politique, car elle est, en fin de compte, une lutte pour le pouvoir. Toute grève, étendue à un pays entier, devient une menace pour l'Etat bourgeois et acquiert par là même un caractère politique. S'efforcer de renverser la bourgeoisie et de détruire l'Etat bourgeois, c'est soutenir une lutte politique. Nous créer un appareil de gouvernement et de coercition, *prolétarien, de classe*, contre la bourgeoisie réfractaire, c'est, quel que soit cet appareil, conquérir le pouvoir politique;

8° La lutte politique ne se réduit donc nullement à une question d'attitude envers le parlementarisme. Elle embrasse toute la lutte de la classe du prolétariat, pour autant que cette lutte cesse d'être locale et partielle et tend au renversement du régime capitaliste en général;

9° La méthode fondamentale de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire contre son pouvoir gouvernemental, est avant tout celle des actions en masse. Ces dernières sont organisées et dirigées par les organisations de masse du prolétariat (syndicats, partis, soviets), sous la conduite générale du Parti communiste, solidement uni, discipliné et centralisé. La guerre civile est une guerre. Dans cette guerre, le prolétariat doit avoir de bons cadres politiques et un bon état-major politique dirigeant toutes les opérations dans tous les domaines de l'action;

10° La lutte des masses constitue tout un système d'actions en voie de développement, qui s'avivent par leur forme même et mènent logiquement à l'insurrection contre l'Etat capitaliste. Dans cette lutte de masse, appelée à se transformer en guerre civile, le parti dirigeant du prolétariat doit, en règle générale, fortifier toutes ses positions légales, en faire des points d'appui secondaires de son action révolutionnaire et les subordonner au plan de la campagne principale, c'est-à-dire à la lutte des masses ;

11° La tribune du Parlement bourgeois est un de ces points d'appui secondaires. On ne peut pas invoquer contre l'action parlementaire la qualité bourgeoise de l'institution même. Le Parti communiste y entre non pour s'y livrer à une action organique, mais pour saper de l'intérieur la machine gouvernementale et le Parlement (exemples : l'action de Liebknecht en Allemagne, celle des bolchéviks à la Douma du tsar, à la « Conférence démocratique » et au « Préparlement » de Kérenski, à l'Assemblée constituante, dans les municipalités; enfin, l'action des communistes bulgares);

12° Cette action parlementaire, qui consiste surtout à user de la tribune parlementaire à des fins d'agitation révolutionnaire, à dénoncer les manœuvres de l'adversaire, à grouper autour de certaines idées les masses qui, surtout dans les pays arriérés, considèrent la tribune parlementaire, avec de grandes illusions démocratiques, doit être totalement subordonnée aux buts et aux tâches de la lutte extra-parlementaire des masses;

La participation aux campagnes électorales et la propagande révolutionnaire du haut de la tribune parlementaire ont une signification particulière pour la conquête politique des milieux de la classe ouvrière qui, comme les masses laborieuses rurales, sont demeurés jusqu'à présent à l'écart du mouvement révolutionnaire et de la politique.

13° Les communistes, s'ils obtiennent la majorité dans les municipalités, doivent : a) former une opposition révolutionnaire à l'égard du pouvoir central de la bourgeoisie; b) s'efforcer par tous les moyens de rendre service à la partie la plus pauvre de la population (mesures économiques, création ou tentative de création d'une milice ouvrière armée, etc...); c) révéler en toute occasion les obstacles suscités par l'Etat bourgeois contre toute réforme radicale; d) développer sur cette base une propagande révolutionnaire énergique, sans craindre le conflit avec le pouvoir bourgeois; e) remplacer, dans certaines circonstances, les municipalités par des Soviets de députés ouvriers. Toute l'action des communistes dans les municipalités doit donc s'intégrer dans l'œuvre générale de désagrégation du système capitaliste;

14° La campagne électorale elle-même doit être menée, non dans le sens de l'obtention du maximum de mandats parlementaires, mais dans celui de la mobilisation des masses sous les mots d'ordre de la révolution prolétarienne. La lutte électorale ne doit pas être le fait des seuls dirigeants du Parti, l'ensemble des membres du Parti doit y prendre part; tout mouvement des masses doit être utilisé (grèves, manifestations, effervescence dans l'armée et la flotte, etc...); on établira avec ce mouvement un contact étroit; l'activité des organisations prolétariennes de masse sera sans cesse stimulée;

15° Ces conditions et celles qui sont indiquées dans une instruction spéciale étant observées, l'action parlementaire se trouve en complète opposition avec l'écœurante petite politique des partis socialistes de tous les pays, dont les députés vont au Parlement pour soutenir cette institution « démocratique », et, dans le meilleur des cas, pour la « conquérir ». Le Parti communiste ne peut admettre que l'utilisation exclusivement révolutionnaire du parlementarisme, à la manière de Karl Liebknecht de Hoeglund et des bolchéviks.

III

16° L' « antiparlementarisme » de principe, conçu comme le refus absolu et catégorique de participer aux élections et à l'action parlementaire révolutionnaire, n'est donc qu'une doctrine enfantine et naïve ne résistant pas à la critique, résultat parfois d'une saine aversion pour les politiciens parlementaires, mais qui n'aperçoit pas, par ailleurs, la possibilité du parlementarisme révolutionnaire. Il arrive, de plus, que cette opinion se base sur une notion tout à fait erronée du rôle du Parti, considéré non comme l'avant-garde ouvrière centralisée et organisée pour le combat, mais comme un système décentralisé de groupes mal reliés entre eux;

17° D'un autre côté, la nécessité d'une participation effective à des élections et à des assemblées parlementaires données ne découle nullement de la reconnaissance en principe de l'action révolutionnaire au Parlement. Tout dépend ici d'une série de conditions spécifiques. La sortie des communistes du Parlement peut devenir nécessaire à un moment donné. C'était le cas, lorsque les bolchéviks se retirèrent du Préparlement de Kérenski, afin de le torpiller, de le rendre du coup impuissant et de lui opposer plus nettement le Soviet de Pétrograd à la veille de se mettre à la tête de l'insurrection; c'était le cas, lorsque les bolchéviks reportèrent, le jour de gravité des événements politiques au III^e Congrès des Soviets. En d'autres circonstances, le boycottage des élections peut s'imposer, ou l'anéantissement immédiat, par la force, de l'Etat bourgeois et de la coterie bourgeoise; ou encore la participation aux élections coïncidant avec le boycottage du Parlement même, etc...;

18° Reconnaissant ainsi, en règle générale, la nécessité de participer aux élections parlementaires et municipales et de travailler dans les Parlements et les municipalités, le Parti communiste doit trancher la question selon le cas concret, en s'inspirant des particularités spécifiques de la situation. Le boycottage des élections ou du Parlement, de même que la sortie du Parlement, sont surtout admissibles en présence de conditions permettant le passage immédiate à la lutte armée pour la conquête du pouvoir;

19° Il est indispensable d'avoir constamment en vue le caractère relativement secondaire de cette question. Le centre de gravité étant dans la lutte *extra-parlementaire* pour le pouvoir politique, il va de soi que la question générale de la dictature du prolétariat et de la lutte des masses pour cette dictature ne peut se comparer à la question particulière de l'utilisation du parlementarisme;

20° C'est pourquoi l'Internationale communiste affirme de la façon la plus catégorique qu'elle considère comme une faute grave envers le mouvement ouvrier toute scission ou tentative de scission provoquée au sein du Parti communiste par cette question et uniquement par cette question. Le Congrès invite tous les partisans de la lutte de masse pour la dictature du prolétariat, sous la direction d'un parti centralisé sur toutes les organisations de la classe ouvrière, à réaliser l'unité complète des éléments communistes, en dépit des divergences de vues possibles quant à l'utilisation des Parlements bourgeois.

III. — LA TACTIQUE REVOLUTIONNAIRE AU PARLEMENT

Les mesures suivantes s'imposent afin de garantir l'application effective d'une tactique révolutionnaire au Parlement :

1° Le Parti communiste dans son ensemble et son Comité central s'assurent, *dès la période préparatoire* qui précède les élections, de la sincérité et de la valeur communiste des membres du groupe parlementaire communiste; il a le droit indiscutable de récuser tout candidat désigné par une organisation, s'il n'a pas la conviction que ce candidat fera une politique véritablement communiste.

Les partis communistes doivent renoncer à la vieille habitude social-démocrate de faire exclusivement élire des parlementaires « expérimentés », et surtout des avocats. De règle, les candidats seront pris parmi les *ouvriers*: on ne craindra pas de désigner de simples membres du Parti sans grande expérience parlementaire.

Les partis communistes doivent repousser avec un mépris impitoyable les arrivistes qui viennent à eux, à seule fin d'entrer au Parlement. Les Comités centraux ne doivent approuver que les candidatures d'hommes qui, de longues années durant, ont donné des preuves indiscutables de leur dévouement à la classe ouvrière.

2° Les élections achevées, il appartient exclusivement au Comité central du Parti communiste d'organiser le groupe parlementaire, que le Parti soit à ce moment légal ou illégal. Le choix du président et des membres du bureau du groupe parlementaire doit être approuvé par le Comité central. Le Comité central du Parti aura au groupe parlementaire un représentant permanent jouissant du droit de veto. Sur toutes les questions politiques importantes, le groupe parlementaire est tenu de demander les directives préalables du Comité central.

Le Comité central a le droit et le devoir de désigner ou de récuser les orateurs du groupe appelés à intervenir sur des questions importantes et d'exiger que les thèses ou le texte complet de leurs discours, etc..., soient soumis à son approbation. Tout candidat porté sur la liste communiste signe l'engagement officiel de résigner son mandat à la première injonction du Comité central, afin que le Parti ait toujours la possibilité de le remplacer;

3° Dans les pays où des réformistes, des demi-réformistes, voire simplement des arrivistes ont déjà réussi à s'introduire dans le groupe parlementaire communiste (c'est déjà le cas pour plusieurs pays), les Comités centraux des partis communistes sont tenus de procéder à une épuration radicale de ces groupes, en s'inspirant du principe qu'un groupe parlementaire peu nombreux, mais vraiment communiste sert beaucoup mieux les intérêts de la classe ouvrière qu'un groupe nombreux sans ferme politique communiste;

4° Tout député communiste est tenu, sur décision du Comité central, d'unir le travail *illégal* au travail légal. Dans les pays où les députés communistes bénéficient encore, en vertu des lois bourgeoises, d'une certaine immunité parlementaire, cette immunité doit servir à l'organisation et à la propagande illégale du Parti;

5° Les députés communistes sont tenus de subordon-

ner toute leur activité parlementaire à l'action extra-parlementaire du Parti. Le dépôt régulier de projets de loi purement démonstratifs conçus, non en vue de leur adoption par la majorité bourgeoise, mais pour la propagande, l'agitation et l'organisation, doit avoir lieu sur les indications du Parti et de son Comité central;

6° Le député communiste est tenu de se mettre en tête des masses prolétariennes, au premier rang, bien en vue, dans les manifestations et les actions révolutionnaires;

7° Les députés communistes sont tenus de nouer par tous les moyens (sous le contrôle du Parti) des relations épistolaires et autres avec les ouvriers, les paysans et les travailleurs révolutionnaires de toutes catégories, sans imiter en aucun cas les députés socialistes qui s'efforcent d'entretenir avec leurs électeurs des relations d'affaires. *Ils sont à tout moment à la disposition des organisations communistes pour le travail de propagande dans le pays;*

8° Tout député communiste au Parlement est tenu de se rappeler qu'il n'est pas un « législateur » cherchant un langage commun avec d'autres législateurs, mais un agitateur du Parti envoyé chez l'ennemi pour appliquer les décisions du Parti. Le député communiste est responsable non devant la masse anonyme des électeurs, mais devant le Parti communiste légal et illégal;

9° Les députés communistes doivent tenir au Parlement un langage intelligible à l'ouvrier, au paysan, à la blanchisseuse, au pâtre, de façon que le Parti puisse éditer leurs discours en tracts et les répandre dans les coins les plus reculés du pays;

10° Les ouvriers communistes du rang doivent, même s'ils n'en sont qu'à leurs débuts parlementaires, aborder sans crainte la tribune des Parlements bourgeois et ne point céder la place à des orateurs plus « expérimentés ». En cas de nécessité, les députés ouvriers liront simplement leurs discours, destinés à être reproduits par la presse et en tracts;

11° Les députés communistes sont tenus d'utiliser la tribune parlementaire pour démasquer non seulement la bourgeoisie et sa valetaille officielle, mais aussi les social-patriotes, les réformistes, les politiciens équivoques du centre et, de façon générale, les adversaires du communisme, et aussi en vue de propager largement les idées de la III^e Internationale;

12° Les députés communistes, n'y en aurait-il qu'un ou deux, sont tenus de jeter par toute leur attitude le défi au capitalisme et de ne jamais oublier que celui-là seul est digne du nom de communiste qui se révèle, non verbalement, mais par des actes, l'ennemi de la société bourgeoise et de ses serviteurs social-patriotes.

Vient de paraître

LA SEULE VOIE

PAR

L. TROTSKY

EN VENTE A « LA VERITE », 11, RUE DES ENVIERGES (20°) 1 fr. 50





Ouvrages de L. TROTSKY

COURS NOUVEAU (1923).....	3 »
VERS LE CAPITALISME OU VERS LE SOCIALISME (1925)	3 50
LES PROBLEMES DE LA REVOLUTION ALLEMANDE (1931)	1 50
ET MAINTENANT ? (1932).....	3 »
LA SEULE VOIE (1932).....	1 50

QU'EST-CE QUE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE 1 »

Collections de LA LUTTE DE CLASSES :

Année 1930 (n°s 17 à 26).....	30 »
Année 1931 (n°s 27 à 35).....	20 »

Les années 1928 et 1929 sont épuisées.



En vente à la Vérité

11, Rue des Envierges, Paris (20)

Compte
chèque postal:
P. Frank 136-855

LA LUTTE DE CLASSES

9, RUE DU TRANSVAAL (20^e)

Abonnements:
pour un an - - 20 fr.
pour 6 mois - - 10 »
pour 3 mois - - 5 »

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE LA LIGUE COMMUNISTE

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale.

LA VÉRITÉ

Compte chèque : P. FRANK 136-855

JOURNAL HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale

9, RUE DU TRANSVAAL-20^e

Abonnements : pour un an 10 francs
pour 6 mois 5 fr.; pour 3 mois 3 fr.

le foyer des Jeunes ouvriers

Permanences de 5^h à 7^h
Bibliothèque gratuite
Salle de lecture - distraction
Cours - Conférences



Pour tous renseignements
s'adresser à

MEICHLER, 9, rue du
Transvaal, Paris (20^e)



sans théorie révolutionnaire,
par d'action révolutionnaire.